



L'hebdomadaire du Nouveau Parti Anticapitaliste

# TOUT! est à nous!

Numéro spécial  
Révolutions  
arabes

n°113 - 28 juillet 2011 - 1,20 €

www.npa2009.org

# Dans le souffle du *printemps arabe*



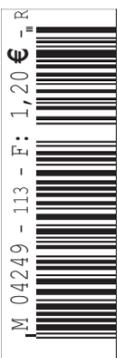
Tunis, 7 juillet 2011. (REUTERS/ZOUBEIR SOUSSI)

Tripoli, 1<sup>er</sup> juillet 2011. (REUTERS/STR NEW)

Le Caire, 1<sup>er</sup> août 2011. (ROMAIN HINGANT)

Gaza, 15 mai 2011. (REUTERS/SUHAIB SALEM)

Main : (REUTERS/KHALED ABDULLAH AU AL MAHDI)



## Un processus révolutionnaire à l'échelle de la région arabe

Tunisie, Égypte : des insurrections de masse ont abattu début 2011 la dictature de Ben Ali puis celle de Moubarak, et ont bousculé la situation mondiale. Elles ont en effet marqué un processus révolutionnaire international, à l'échelle de ce qu'on peut appeler « la région arabe ». Celle-ci s'étend à cheval sur les continents africain et asiatique, concerne une vingtaine d'États et 300 millions d'habitants s'exprimant essentiellement en langue arabe et se référant principalement à cette culture, mais englobant également des populations d'autres références, berbère et kurde en particulier. Des manifestations répétées et d'une ampleur

sans égale depuis des décennies ont contesté au même moment quasiment tous les régimes en place au sud de la Méditerranée, de l'Atlantique au Golfe Persique. Ces contestations sont parvenues à des niveaux très inégaux : à l'heure où nous écrivons, l'insurrection libyenne a libéré une partie du pays mais n'arrive pas à abattre Kadhafi et est confrontée aux contradictions de sa mise sous dépendance militaire occidentale ; le régime yéménite semble à l'agonie devant la détermination des manifestants, mais les monarchies de la péninsule arabique pensent avoir contrecarré les mobilisations à Oman et surtout au Bahreïn où la répression

est féroce. Au Maroc et en Jordanie, les monarchies au pouvoir sont affaiblies mais tentent de rebondir au travers de concessions économiques et de réformes cosmétiques, tout comme le régime militaire algérien. En Syrie enfin, l'affrontement entre le pouvoir sanguinaire d'Assad et le peuple ne cesse de s'exacerber. Ce bouleversement international est donc encore en plein développement, mais est confronté à la double contre-offensive des régimes en place et des puissances impérialistes. Les révolutions tunisienne et égyptienne sont devant de très nombreuses difficultés, mais elles ont montré que des

mouvements de masses exaspérés par la dégradation de leurs conditions de vie, surmontant la peur de la répression et de la mort – car des centaines de personnes y ont perdu la vie pour que leur peuple gagne la liberté – peuvent abattre les régimes apparemment les plus solides. C'est pourquoi, au-delà même de la région arabe, elles nourrissent d'autres révoltes, du Burkina Faso et du Sénégal aux « Indignés » de l'État espagnol.

Christian Babel

# Des révoltes dans un contexte de crise mondiale multiforme

*L'impact, l'ampleur et l'issue des révolutions du monde arabe sont à aborder dans un contexte de crise globale du capitalisme. La pauvreté, le chômage, le manque de démocratie et de libertés ou encore l'impérialisme occidental ont poussé les peuples à s'insurger.*

Pourquoi l'onde de choc de la révolution tunisienne a-t-elle été aussi forte dans l'ensemble de la région arabe? Manifestement, les régimes en place au Maghreb (Couchant arabe), au Machrek (Levant arabe) et dans la péninsule arabique sont différents : monarchies, dictatures occidentalisées ou « nationalistes », place plus ou moins forte de l'armée... De même, les forces politiques de contestation sont extrêmement diverses, le plus souvent faibles et peu coordonnées internationalement.

Certes, les pouvoirs concernés ont comme point commun une absence totale ou une caricature grossière de démocratie. Ils ont tous subi une perte progressive de leur légitimité nationale, perte un temps ralentie par leurs jeux divers avec l'islamisme fondamentaliste, accentuée ensuite du fait de la corruption et des népotismes familiaux. Mais jusqu'en 2010, les mobilisations, bien que croissantes pour la démocratie, restaient isolées socialement, de même que celles contre la détérioration des conditions de travail et de vie l'étaient géographiquement. Qu'est-ce qui fait qu'à un moment des peuples dans leur ensemble ne veulent plus supporter – et les pouvoirs ne peuvent plus imposer – une situation politique depuis longtemps scandaleuse?

### OUTILS DE RÉVOLTE

Bien sûr une combinaison de facteurs a joué : parmi d'autres, la cristallisation d'une communauté de destins entre les populations de la région arabe au travers d'un média comme Al-Jazeera ; l'utilisation d'internet pour la création de réseaux sociaux souples et donc plus difficiles à combattre par les appareils répressifs ; jusqu'aux révélations de Wikileaks qui ont montré que les « protecteurs » états-unis

**L'intégration de la région arabe à la mondialisation capitaliste a abouti à une dégradation générale des conditions de travail et de vie.**

eux-mêmes considéraient les régimes qu'ils soutenaient comme scandaleux... ; enfin les conjonctures politiques de l'organisation des successions des vieux dictateurs malades comme Ben Ali et Moubarak,

à l'intérieur de leur famille, en décalage de plus en plus fort avec la diminution de nombre de dictatures politiques dans le reste du monde (même si la dictature économique, elle, est en plein développement!). Les peuples arabes se sentaient toujours plus les exclus de l'histoire...

### À L'ORIGINE, LA CRISE...

Mais les révolutions démocratiques et nationales qui se sont levées ont également des racines profondément économiques et sociales. Comme dans le reste du monde, l'intégration de la région arabe à la mondialisation capitaliste a abouti à une croissance économique peu productrice d'emplois et une concentration sans précédent des richesses, un étranglement des services publics, un développement inégal des territoires et finalement une dégradation générale des conditions de travail et de vie. Les crises financière, économique et écologique mondiales ont achevé d'impacter ces sociétés fragilisées.

La libéralisation économique imposée par le FMI, l'OMC et l'Union européenne (UE) s'est traduite par une précarisation accrue des travailleurs : dans l'industrie, la concurrence internationale a mené à des vagues de licenciements, la remise en cause des acquis et des statuts, la compression des salaires. Les luttes des ouvriers du phosphate au Maroc et en Tunisie, du textile en Égypte, du pétrole à Oman en sont le produit. Dans l'agriculture, c'est partout l'accaparement des terres par le capitalisme agraire orienté vers l'exportation, la marchandisation des ressources en eau sous l'égide du lobby du Conseil mondial de l'eau sous contrôle des multinationales, et la priorité donnée au tourisme le plus prédateur en eau (rappelons-nous les campagnes de publicité pour les « golfs des déserts » en Tunisie). Les services publics enfin ont été sou-

mis dans la plupart des pays arabes comme ailleurs, à des coupes budgétaires croissantes et à des privatisations attaquant les statuts et augmentant les prix dans la santé, l'éducation, les transports. Dans cette

compression des services publics, le système d'endettement international a joué un rôle de poison. En effet, en même temps que l'endettement était facilité par les grands bailleurs internationaux, les remboursements de la dette de pays comme la Tunisie ou le Maroc représentent un montant proche ou supérieur à celui des dépenses d'éducation. Plus encore, la Tunisie est exportatrice nette de capitaux, les nouveaux emprunts servant à rembourser les dettes antérieures, alors même que l'endettement par habitant a été multiplié par deux entre 1990 et 2009, et que le capital français en particulier a pu s'approprier des entreprises comme Tunisie Telecom pour alléger la dette de l'État. Il est à noter que, comme pour la Grèce, les institutions internationales encourageant la baisse de l'investissement public, font une exception pour les dépenses militaires, censées contribuer à la campagne mondiale de « lutte contre le terrorisme ». La France, 4<sup>e</sup> producteur d'armes mondial, n'a pas été en reste pour tenir son rang dans ce domaine, vendant sans exclusive depuis 2004 des armes à tous les régimes oppresseurs de la région arabe.

Le résultat final, c'est une pauvreté qui augmente même dans des pays à rente pétrolière, même dans des pays à État très protecteur comme la Syrie. Et c'est un chômage massif partout marginalisant en particulier des jeunes souvent très diplômés. Avec la fermeture des frontières de l'UE aux possibilités d'émigration tant économique que politique, et un rétrécissement du marché de l'emploi dans les monarchies pétrolières du Golfe, toute perspective d'échapper à la pauvreté pour celles et ceux qui n'étaient pas de fidèles clients et serviteurs des dictateurs disparaissait.

### ... ET LA HAUSSE DES PRIX

Enfin, aux crises financières aiguës de 2008 puis de 2010 ont succédé des hausses de prix des biens alimentaires de base. Après les difficultés des marchés financiers américain et européen, la spéculation s'est renforcée sur les marchés internationaux des matières premières. Pour les produits alimentaires, elle se greffe sur les conséquences du réchauffement climatique qui provoque des chutes de production dans les grands pays

exportateurs comme la Russie et dans les pays importateurs comme l'Égypte (premier importateur de blé dans le monde). En 2008, ce phénomène avait déclenché une vague d'émeutes de la faim, surtout en Afrique subsaharienne. En 2010, l'indice des prix alimentaires de la FAO comprenant le sucre, les céréales et les oléagineux a grimpé brutalement de 32% au deuxième trimestre 2010. Par rapport aux périodes antérieures, la plupart des pays arabes n'ont plus eu les marges de manœuvre pour enrayer par des subventions la hausse des prix de base, particulièrement sensibles dans des pays comme la Tunisie, l'Égypte ou le Yémen, où les périodes de sécheresse sont de plus en plus fréquentes, ce qui a provoqué une brusque montée de désespoir et de mécontentement.

C'est ainsi que de Sidi Bouzid à Rabat et d'Alger à Sanaa ou Damas, les immolations par le feu de personnes désespérées par leur situation matérielle, suivies de rassemblements et manifestations sans arrêt relancées ont fait basculer une bonne partie des pays arabes dans des soulèvements de masse. En Tunisie et en Égypte, les dictateurs sont tombés, et les nouveaux gouvernements tentent de limiter à minima les revendications. Dans la plupart des autres pays de la région arabe, les régimes encore en place tentent de convaincre les populations qu'ils entreprennent des changements substantiels et que les raisons de se révolter n'existent plus. Mais dans tous les cas, les facteurs économiques, sociaux et environnementaux des insurrections restent entiers. Des tenants de la mondialisation libérale



prétendent que Mohamed Bouazizi, symbole de la révolte populaire de la région arabe, réclamait essentiellement la liberté d'entreprendre et que l'Occident est là pour aider tous les gouvernements de la région sur cet objectif. La réalité, c'est que le système de domination impérialiste et de concurrence capitaliste a justifié les dictatures, et ranimera les feux de la révolution tant que les revendications de base des populations ne seront pas satisfaites : du travail, l'accès aux produits de subsistance, aux services publics fondamentaux, la survie de l'environnement, la fin des dominations néocoloniales, les moyens enfin de décider de son avenir à tous les niveaux, autrement dit une démocratie pleine et entière.

C. B.

1. Voir les études de Fathi Chamkhi, économiste tunisien et militant Raid-Attac.

# Révolution ininterrompue dans les pays du monde arabe

Les révolutions tunisienne et égyptienne ont démontré qu'une alternative à l'ordre établi était possible et nécessaire partout dans le monde. Au Maghreb, au Machrek ou en Europe, de nombreux outils et modes de protestation ont été et sont utilisés pour faire tomber les dictatures et refuser l'austérité imposée par les dirigeants.

Six mois seulement se sont écoulés depuis la chute de Ben Ali, l'indéracinable dictateur de Tunisie, protégé par la bourgeoisie internationale – en premier lieu française. Cinq mois à peine que son homologue égyptien Hosni Moubarak, véritable coqueluche du Fonds monétaire international, devait à son tour quitter précipitamment une présidence dont bien peu pensaient pouvoir le déloger un jour. Ces deux événements sont d'une ampleur considérable et ont constitué, constituent, et constitueront un immense espoir pour les peuples du monde arabe, et bien au-delà. Face à un monde capitaliste globalisé, impitoyable pour les plus faibles, ces deux révolutions ont démontré qu'il y avait une autre issue à la crise du système capitaliste, une autre issue que de se laisser aller au désespoir et à la résignation.

C'est le sens à donner aux multiples processus en cours actuellement, qui touchent le Maghreb et le Machrek, à des degrés et des rythmes propres à chaque pays. C'est bien la révolution tunisienne qui a permis l'entrée en lutte du peuple égyptien. C'est également la symbolique déclenchée par la combinaison et la simultanéité des deux événements qui ont sonné le début des insurrections populaires et des mouvements revendicatifs qui ont touché, sous des formes et à des degrés divers, les uns après les autres, tous les pays du monde arabe... et certains pays européens. «Il n'y a plus de doutes. Le vent qui a électrisé le monde arabe ces derniers mois, l'esprit des protestations répétées en Grèce, des luttes étudiantes en Grande-Bretagne et en Italie, des mobilisations anti-Sarkozy en France... est arrivé jusqu'ici» notent fort justement nos camarades de l'État espagnol.

## DES REVENDICATIONS UNIVERSELLES

En développant l'informatique et les réseaux sociaux de communication, le capitalisme a certes développé de nouveaux besoins aliénants, mais également de nouvelles exigences démocratiques. Plus aucun dictateur

ne peut aujourd'hui organiser la répression de son peuple à huis clos. L'information en temps réel gérée directement par les protagonistes des révolutions en cours, alimente une réflexion collective de masse sur l'histoire au présent. Elle donne corps à l'universalité des revendications portées aussi bien par les manifestants de la place Tahrir que par les indignés de la Puerta del Sol... ou par les insurgés syriens contournant chaque jour par de nouvelles astuces, le black-out que voudrait imposer le président criminel Bachar al-Assad. Dès lors, c'est la confrontation des situations, leurs similitudes, l'identification aux autres, qui deviennent moteurs de la radicalisation et dessinent une sorte de «cahier revendicatif» universel :

- tous les mouvements en cours convergent dans une critique radicale des dictatures et des régimes antidémocratiques. Le fameux «*Dégage!*» accompagné du gracieux geste «effaceur» de la main est maintenant décliné à toute occasion, avec pour cible, au choix, un simple patron, un roi ou un président! Au-delà de l'anecdote et son côté ludique, il s'agit d'une volonté d'en finir avec toute forme de pouvoir personnel et monolithique.

- Ce sont les formes mêmes des représentations politiques, et institutionnelles qui sont actuellement en crise. En Tunisie, comme en Égypte, pour ne prendre que ces deux exemples, les tenants de la dictature, loin d'avoir désarmé, comptent reconstituer leur influence à l'occasion des futures élections.

- L'immolation de Mohammed Bouazizi, suivie d'autres en Algérie et en Égypte, a constitué un traumatisme majeur pour toute une jeunesse sans avenir, sacrifiée sur l'autel des profits des entreprises capitalistes. Précarité, absence d'avenir sont devenus insupportables, «là-bas» comme ici!

Oui, en quelques mois le monde a

changé, et nous assistons à une remontée des luttes – y compris en Chine, où pourtant le taux de croissance n'a cessé de monter! – qui nous permet de passer du slogan défensif «un autre monde est possible» à celui plus combatif «un autre monde est nécessaire». Nous, anticapitalistes, y ajoutons que seules les révolutions pourront en finir avec ce vieux monde porteur d'injustice sociale et de barbarie. De nouveau, l'histoire va dans le bon sens, celui des bouleversements sociaux profonds et des révolutions! Nous pouvons enfin l'affirmer sans passer pour des rêveurs impénitents.

**De nouveau, l'histoire va dans le bon sens, celui des bouleversements sociaux profonds et des révolutions!**

## RAPPORT DE FORCES

Cet «optimisme de la volonté» ne doit pas, pour autant nous faire oublier que les ennemis de ces révolutions en marche sont nombreux, organisés, influents, riches, corrupteurs et tout autant déterminés que nous le sommes, et surtout que ce sont les révolutionnaires arabes.

C'est tout d'abord sur le plan de la bataille idéologique que se mène la contre-révolution, qu'elle prenne la forme d'articles de presses défaitistes, ou du maintien coûte que coûte des anciennes cliques dirigeantes dans les sphères du pouvoir :

- certains articles de propagande publiés sur internet par des blogueurs, purs produits des «think-tank» américains tentent la démolition, prédisent à répétition l'échec des processus. C'est le cas par exemple de Shadi Hamid de la Brookings Institution (tout un programme!) pour qui «*le printemps arabe est terminé*» et que «*tout le monde se fait massacrer*». Comme si nous ne savions pas que les processus révolutionnaires sont de nature complexe, que leurs parcours peuvent être longs, chaotiques, parsemés de reculs, d'incertitudes, de doutes même.

- Les élections qui vont se tenir dans les tout prochains mois en Égypte et en Tunisie constituent un enjeu majeur dans l'évaluation du rapport entre forces sociales après seulement quelques mois de remise en cause de l'ordre établi. En Tunisie comme en Égypte, l'impérialisme veille à ses propres intérêts et verrait d'un très mauvais œil l'organisation d'élections réellement démocratiques qui donneraient la parole aux sans-voix et jetteraient les bases d'un véritable pouvoir populaire issu des mobilisations, remettant en cause les équilibres géopolitiques antérieurs. Ce débat est au cœur des mobilisations actuelles dans les deux pays et débouchera au terme de l'actuel bras de fer soit sur un pouvoir calqué sur l'ancien régime, une démocratie formelle alignée sur les «exemples» occidentaux, soit sur l'édification d'un nouveau système, issu d'une assemblée constituante, basé sur les

organes de contre-pouvoir que sont les comités révolutionnaires et autres structures populaires de terrain.

Les forces politiques issues des régimes post-coloniaux ont toutes, plus ou moins, participé à la survie des régimes dictatoriaux et ont permis aux capitalistes occidentaux de maintenir les peuples du Maghreb et du Machrek sous leur domination. C'est la raison essentielle qui fait qu'aujourd'hui leur crédibilité est faible voire inexistante face aux aspirations populaires. Elles n'ont plus le moindre rôle historique à jouer dans la situation actuelle, où la question du pouvoir est posée. Cela ne veut pas dire qu'elles vont quitter ce pouvoir par un claquement de doigt. Dans la floraison des nouvelles formations politiques postulant aux prochaines élections, tant en Égypte qu'en Tunisie, survivent des caciques des dictatures affublés de nouveaux masques plus présentables. Les rassemblements des derniers jours au Caire et à Tunis s'en prennent systématiquement à la persistance de ces anciens partisans de Ben Ali et de Moubarak, toujours présents dans

sans faille. L'absence cruelle d'une alternative anticapitaliste, internationaliste implantées dans chaque pays est assurément aujourd'hui un handicap sérieux à ce programme.

## TROUPES IMPÉRIALISTES... DÉGAGEZ!

Alors qu'ils ont toujours été les plus fidèles alliés des dictatures, les pays engagés dans les forces de l'Otan interviennent militairement sur le sol libyen au prétexte d'en chasser Kadhafi (voir page 12), créant parallèlement de toutes pièces une coalition alternative, le CNT composé – pour la partie connue de ses membres – de bon nombre d'anciens responsables de la dictature. Sans revenir ici sur ce débat, il nous faut réaffirmer que jamais la libération des peuples, ni au Maghreb ni en Syrie, ne pourra se faire à l'ombre des bombardiers des forces impérialistes. Les insurgés syriens le répètent en permanence, «*Nous ne voulons pas d'intervention étrangère! Nous chasserons nous-mêmes Bachar*». Notre devoir de militantEs anticapitalistes résidant dans des pays engagés dans l'Otan est de dénoncer cette ingérence im-



Suez, 29 avril 2011. Manifestation de soutien aux insurgés syriens et contre le gouverneur de Suez. (PHOTOTHÈQUE ROUGE/ROMAIN HINGANT)

l'appareil d'État (police, justice, armée) ou dans les conseils d'administration des multinationales. Les centaines de milliers de manifestants ont conscience qu'un futur ne sera possible que débarrassé à jamais des forces contre révolutionnaires. Ce ne sont pas non plus les partis religieux, entrés tardivement dans l'action, et pour un temps marginalisés, qui constitueront autour d'eux une vraie opposition révolutionnaire à même d'accomplir un renversement social de cette importance. Leur projet de société ne remet en cause ni le capitalisme ni la propriété privée des moyens de production. C'est bien du côté des forces révolutionnaires et progressistes que doivent s'élaborer les actions de masse, qui en dehors de la tenue d'élections seront les seules à imposer et à garantir les avancées sociales voulues par le plus grand nombre. Cette tâche est immense, indispensable et devra s'appuyer sur un soutien international

périaliste qui vise à reprendre le contrôle de toute la région, au profit des multinationales. Il est également de renforcer notre soutien à la cause palestinienne qui demeure un étendard universel de la lutte contre l'impérialisme. Il est aussi bien sûr d'agir enfin contre les entreprises européennes et françaises qui continuent de surexploiter dans une indifférence médiatique complice les salariés des centres d'appel... Comme le dit le député espagnol Luis Zamora, «*Il y a une révolution permanente, ininterrompue dans la tête de millions de personnes!*»

**Alain Pojolat**



Paris, 28 mai 2011. Les Tunisiens de Lampedusa participent à une manifestation antiraciste. (PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB)

# Révolution tunisienne : au creux de la vague

Six mois après le déclenchement de la révolution populaire en Tunisie et le départ de Ben Ali, le chemin à parcourir pour un véritable État démocratique est encore long. Le pouvoir en place, constitué de nombreux anciens collaborateurs de l'ancien dictateur, berce le peuple d'illusions tout en réprimant grèves et manifestations. Le processus révolutionnaire peut et doit se reconstruire.

Quelques mois après le démarrage du processus révolutionnaire tunisien et le départ de Ben Ali, il est difficile de faire un bilan provisoire. Les acquis sont importants, historiques, mais les difficultés immenses. La police de Ben Ali a par exemple repris le travail, avec les mêmes pratiques répressives et arbitraires, tandis que les comités d'autodéfense des quartiers ont presque tous disparu. Des comités locaux pour la protection de la révolution, qui ont pulvérisé partout, ont été partiellement phagocytés par le parti islamiste Ennahdha. Cette reprise en main a été d'autant plus facile que plusieurs autres organisations les ont progressivement désertés pour aller dans les instances officielles. Ceux – quand même nombreux – qui n'ont pas été récupérés par Ennahdha se sont en partie institutionnalisés, jouant le rôle des municipalités ou celui d'intermédiaires avec celles-ci, plutôt que de contribuer à l'organisation et la coordination des luttes. De plus, le coup de maître qu'a réussi le Premier ministre Béji Caïd Essebsi a été de créer la Haute Instance pour la réalisation des objectifs de la révolution, instance pléthorique qui s'est rapidement substituée à la plupart des cadres d'auto-organisation de la population et des travailleurs. Plusieurs organisations (politiques, syndicales et associatives), jugeant importante la participation à cette instance chargée de fixer un cadre légal pour l'organisation des prochaines élections de l'Assemblée constituante, s'y épuisent et désertent de fait le terrain des luttes. Dans cette situation, les grèves – qui sont très nombreuses aujourd'hui – restent isolées les unes des autres. Il n'y a donc pas encore de force de frappe commune et les revendications demeurent au mieux sectorielles.

## LE RÔLE DE L'OPPOSITION

Ce faible niveau d'organisation et de coordination est par ailleurs entretenu par les illusions constitutionnelles. Une nouvelle Constitution démocratique serait élaborée par l'Assemblée démocratiquement élue. Le gouvernement et plusieurs organisations politiques – notamment libérales – propagent l'idée qu'il serait inutile voire irresponsable de poursuivre les grèves et sit-in aujourd'hui et qu'il faudrait plutôt veiller à ce que les élections se passent au mieux. Cette illusion – car comment des élections libres et démocratiques pourraient-elles être organisées avec un appareil d'État benaliste encore en place? – a gagné du terrain, notamment dans les rangs de la petite bourgeoisie, considérant que l'essentiel – c'est-à-dire les libertés démocratiques – est acquis et qu'il suffit d'attendre sa consolidation par les élections.

Ainsi, plusieurs organisations politiques consacrent beaucoup d'énergie à la préparation de ces élections

fixées au 23 octobre (initialement prévues pour le 24 juillet). Et le jeu des alliances fait partie du paysage actuel :

- constitution d'un pôle moderniste avec pour principal objectif de faire barrage aux islamistes, avec des choix économiques libéraux. Le parti Ettajdid en est le pivot.

- Alliances dans la gauche radicale : le Front du 14 Janvier est en difficulté, mais est en train de se reconstituer. Toutes ses composantes initiales n'y retourneront probablement pas, mais il peut être un front de classe dont le rôle ne se limitera pas à la participation au prochain épisode électoral. Le Parti communiste des ouvriers de Tunisie (PCOT) et la Ligue de la gauche ouvrière (LGO) en seraient les principales forces, celles qui ne l'ont en tout cas jamais déserté.

- Alliances en cours autour de l'identité arabo-musulmane. Les militants des organisations nationalistes arabes s'affichent de plus en plus aux côtés d'Ennahdha.

## L'ÉPOUVANTAIL ISLAMISTE

Le pouvoir tunisien préférant avoir les islamistes comme adversaires, plutôt que des travailleurs organisés sur une base de classe – d'autant plus que la situation économique est loin de s'arranger –, ce parti islamiste est de plus en plus médiatisé, essentiellement avec l'objectif – pour le gouvernement – d'en faire un épouvantail qui oblige au statu quo et justifie la répression. Après avoir tenu un discours très conciliant et pro-démocratique jusqu'à fin janvier, les dirigeants d'Ennahdha ont depuis quelques semaines changé de ton et

d'attitude. Par des coups de force, ils ont réussi à avoir la mainmise sur certains conseils locaux de protection de la révolution. Sur les droits des femmes, on note un véritable retour en arrière avec des déclarations en faveur de la polygamie, de rejet de la laïcité, avec la réquisition d'écoles et leur transformation en mosquées, avec, lors d'une rencontre avec des membres de l'administration américaine, la citation de l'État d'Israël comme exemple d'État démocratique non laïque!

En plus de l'instrumentalisation de la menace islamiste, le gouvernement utilise aussi toutes les divisions comme le régionalisme ou les résidus de logiques tribales, permettant ainsi d'alimenter des conflits entre populations. C'était le cas à Mélaoui notamment (bassin minier) où les conflits entre tribus se sont soldés par six décès début juillet, à Gafsa où il y aurait eu au moins douze blessés, ou encore au camp de réfugiés de Choucha près de la frontière libyenne, où des tentes ont été incendiées.

Dans le même temps, le gouvernement tente d'apaiser les esprits en organisant des procès en trompe-l'œil de Ben Ali et des symboles de son régime. Mais certains proches de Ben Ali ont été blanchis, d'autres condamnés à quelques mois de prison avec sursis. Concernant Ben Ali et son épouse, des procès expéditifs leurs sont faits et des condamnations lourdes sont prononcées et s'accumulent sans que cela permette de rendre la moindre justice : ils sont réfugiés en Arabie saoudite et l'État tunisien ne fait pas grand-chose pour obtenir leur extradition ; leur fortune – amassée aux dépens



Marseille, 15 janvier 2011. (PHOTO THÈQUE DU MOUVEMENT SOCIAL/DIDIER BONNEL)

du peuple tunisien – leur appartient. Le procès du système, lui, n'est pas à l'ordre du jour.

## LES PRESSIONS EXTÉRIEURES

L'épouvantail islamiste, les divisions multiples, les illusions constitutionnelles entretenues, les tentatives d'apaisement ont pour conséquence, voire pour objectif, de détourner l'attention des questions de fond. Car concernant les injustices sociales, rien n'a changé depuis six mois, à tel point que pour les habitants des régions de l'intérieur de la Tunisie, là où le taux de chômage est le plus élevé et d'où est partie la révolution, le sentiment d'être « les oubliés de la révolution » est omniprésent. Dans certaines communes, les besoins les plus élémentaires ne sont pas garantis, tels que l'accès à l'eau potable,

l'électricité, etc. Des manifestations et des sit-in se multiplient, montrant au grand jour des disparités invraisemblables entre régions et communes. S'ajoute à ces injustices une inflation insupportable. Un des exemples révélateurs est celui de la colère des paysans contre les industries agroalimentaires qui se remplissent les poches en imposant des prix extrêmement bas pour les matières premières.

Une campagne contre le paiement de la dette a été lancée, notamment par des militants de la LGO, mais n'est pour l'instant pas très populaire. En fait, les médias n'en parlent pas ou seulement pour dire : « nous sommes un peuple responsable, nous payons nos dettes ». Les forces militantes sont encore faibles pour propager l'idée de l'illégitimité de la dette. Ce

## Chronologie de la révolution tunisienne

**17 décembre 2010 :** immolation par le feu de Mohamed Bouazizi à Sidi Bouzid.

**19-20 décembre 2010 :** début du mouvement social contre le chômage et la vie chère à Sidi Bouzid.

**24 décembre 2010 :** la révolte s'étend à Menzel Bouzaïane. La police tue par balles deux manifestants.

**28 décembre 2010 :** Ben Ali dénonce une « instrumentalisation politique ».

**30 décembre 2010 :** limogeage du gouverneur de Sidi Bouzid.

**3-7 janvier 2011 :** violences dans tout le centre-ouest du pays. Manifestations dans toutes les régions.

**8-9 janvier 2011 :** à Tala, Regueb et Kasserine la police tue par balles plus de 30 manifestants.

**10 janvier 2011 :** Ben Ali dénonce des « bandes cagoulées » et promet la création de 300 000 emplois.

**11-13 janvier 2011 :** poursuite des violences policières. Manifestations

de masse organisées par l'UGTT dans plusieurs régions.

**13 janvier 2011 :** Ben Ali annonce des réformes politiques et promet de ne pas se présenter aux élections présidentielles de 2014. L'opposition modérée (Ettajdid, PDP, FDTL) salue ce discours et appelle au dialogue.

**14 janvier 2011 :** manifestation historique devant le ministère de l'Intérieur de 9 à 15 heures. Dispersion violente. L'état d'urgence est décrété. Ben Ali quitte le pays.

**16 janvier 2011 :** mebazaa', président de l'Assemblée nationale, prend la présidence de la République par intérim. Ghannouchi, Premier ministre, garde son poste et compose un nouveau gouvernement, majoritairement composé de membres du RCD. Ettajdid et le PDP y participent. Le FDLT se retire dès le lendemain.

**15-22 janvier 2011 :** la police déserte les rues. Les milices du régime sèment la terreur, pillent, saccagent et agressent la population. Celle-ci

organise son autodéfense.

**20 janvier 2011 :** dix organisations de la gauche radicale et des nationalistes arabes créent le Front du 14 Janvier. Les ministres étiquetés RCD annoncent leur démission du parti-État.

**22 janvier 2011 :** une « caravane de la libération » part du centre du pays (Sidi Bouzid, Menzel Bouzaïane et Regueb) vers la capitale pour exiger le départ de toutes les figures RCDistes du gouvernement. Dès le 23 janvier, les manifestants campent place de la Casbah devant le siège du gouvernement.

**27 janvier 2011 :** après cinq jours d'occupation de la Casbah, Ghannouchi procède à un remaniement ministériel tout en poursuivant la répression des manifestants, dont l'évacuation violente de la Casbah.

**7-9 février 2011 :** dissolution de l'Assemblée nationale et du Sénat ; suspension de la Constitution ; préparation d'une loi d'amnistie.

**11 février 2011 :** 26 organisations politiques et associatives, avec l'UGTT, forment le Conseil national de protection de la révolution (CNPR). Des comités locaux voient le jour partout.

**21-27 février 2011 :** les Casbah de Tunis et Sfax sont occupées : les manifestants veulent une constituante plutôt que des élections présidentielles. Le 27, Ghannouchi démissionne et Béji Caïd Essebsi le remplace. Il propose l'organisation d'élections d'une Assemblée constituante pour le 24 juillet 2011 avant de la reporter au 23 octobre. Il met en place la haute instance pour la réalisation des objectifs de la révolution dont la principale tâche est l'organisation des élections.

**9 mars 2011 :** dissolution du RCD par décision de justice.

**Mars-juin 2011 :** les mobilisations se poursuivent, mais sont moins massives et peu coordonnées.

**20 juin 2011 :** début d'une série de procès expéditifs contre les Ben Ali.

n'est en tout cas pas l'axe de lutte ou de campagne privilégié par la plupart d'entre elles.

À toutes ces difficultés s'ajoute le rôle de différentes puissances impérialistes. Ainsi, la formation des gouvernements successifs depuis la chute de Ben Ali a été supervisée par l'administration américaine.

L'impérialisme français est pourtant celui qui est rejeté avec le plus de force, vu l'image néocoloniale de l'État français, sa connivence avec Ben Ali et maintenant avec un gouvernement provisoire dénué de toute légitimité et enfin l'accueil réservé par le gouvernement français aux migrants tunisiens transitant par Lampedusa.

De plus, les entreprises françaises installées en Tunisie depuis des décennies sont toujours là, continuent d'exploiter les travailleurs dans les mêmes conditions, voire avec d'autant plus de pression, avec des menaces de lock-out pour briser les grèves.

**POUR SUIVRE LE MOUVEMENT**

Ce tableau qui semble sombre correspond aux difficultés que peut connaître tout processus révolutionnaire et ne préjuge en rien de la suite des événements. Il n'empêche pas de constater l'importance des victoires partielles réalisées depuis six mois. De plus, depuis le début du processus, aucune défaite majeure n'a été

enregistrée, et si le processus marque le pas, c'est aussi qu'il faut le temps d'assimiler toute l'expérience accumulée avant d'organiser la suite.

L'acquis le plus important, fondamental pour la suite du processus, c'est la disparition de la peur parmi une population qui, après un long silence forcé, discute désormais de la situation politique dans les lieux publics, sur les lieux de travail, critique et dénonce les membres du gouvernement, s'organise et lutte contre les «restes de la dictature». L'idée que la lutte paye correspond aujourd'hui à des acquis concrets: le départ du dictateur, des gouverneurs, des dirigeants corrompus d'entreprises publiques et privées, sous la pression

des masses mobilisées, ainsi que les titularisations de salariés précaires et les augmentations conséquentes de salaire pour des milliers de travailleurs. Une nouvelle tentative d'occupation de la place de la Casbah a eu lieu pour dénoncer l'inertie du gouvernement. Malgré la répression policière, en ce début d'été, les manifestations commencent à regagner les quartiers populaires des grandes villes du pays.

Ces expériences ont été partagées au-delà des frontières tunisiennes, renforçant l'espoir soulevé par ce processus. Ainsi, chaque pas en avant réalisé par un peuple en lutte – comme la lutte acharnée du peuple syrien, le départ du président

yéménite ou le regain de colère et de mobilisations en Égypte – est une motivation supplémentaire pour les travailleurs et la population en Tunisie pour poursuivre et approfondir leur révolution. De même pour la colère qui gagne la jeunesse et les travailleurs de l'État espagnol et de la Grèce, qui peut se propager aux autres pays d'Europe touchés par la crise et confrontés de manière de plus en plus concrète à la question de la dette.

Un été méditerranéen sous le signe des luttes sociales semble démarrer.  
**Wafa Guiga**

## Redynamiser le mouvement tunisien

Ahlem Belhadj est la présidente de l'Association tunisienne des femmes démocrates (ATFD). Elle revient sur la révolution tunisienne.



**On a l'impression que le processus révolutionnaire marque le pas depuis quelques temps.**

Oui et non. Les mouvements de revendication baissent un peu mais c'était prévisible. D'abord parce qu'une révolution ne se déroule pas selon un rythme constant, ensuite parce qu'on est en été, période pas très propice aux mobilisations.

Mais c'est vrai que le gouvernement reprend le dessus en institutionnalisant le processus électoral, il reprend en main des ministères clés (Justice, Intérieur) mais en même temps il répond aux revendications populaires comme les procès des anciens dirigeants avec plusieurs condamnations. Cela contribue à un apaisement de la situation.

Par ailleurs, les structures d'auto-organisation (conseils, comités locaux) sont engagées dans le quotidien et contribuent plus à la gestion municipale qu'à l'organisation des luttes et sont encore à un faible niveau de coordination.

Donc le gouvernement reprend le dessus, lutte contre les mouvements de salariés en «apaisant» les esprits. Mais la population reste vigilante. Par exemple, un nouveau rassemblement à la Casbah est en cours d'organisation par les conseils et comités locaux.

**Tu as parlé des élections dont le gouvernement a le contrôle. Que peut-on réellement attendre du processus constituant?**

C'est aujourd'hui le fait le plus important, avec la formation de différents pôles qui redéfinissent l'échiquier politique. Le centre et le centre gauche s'organisent, l'extrême gauche commence à se retrouver. Est-ce que cela aboutira à l'émergence de forces claires? Je ne sais pas. En tout cas, le challenge est de s'organiser pour ce processus, en vue de barrer la route aux islamistes qui représentent aujourd'hui un danger réel, et en même temps de mettre au centre les revendications sociales et économiques, mais c'est ce dernier point qu'on n'arrive pas à imposer au cœur des débats. La priorité est donc de réinvestir le processus constituant pour que les revendications ne restent pas au niveau sectoriel.

La difficulté c'est que le gouvernement réussit à écarter l'UGTT de l'organisation des luttes en ce moment.

**Pour contrecarrer les islamistes, donc, le pôle moderniste serait utile?**

Non, pas le pôle moderniste, qui est constitué de forces libérales. Je suis pour un front populaire ouvrier. Mais justement la grande difficulté c'est la jonction entre les deux registres: choix démocratiques d'une part et remise en cause des choix économiques de l'autre. Seule l'extrême gauche est capable de construire cette alternative. Le PCOT par exemple est sur une ligne intéressante de ce point de vue. Par ailleurs, «moderniste», je ne sais pas vraiment ce que ça veut dire, finalement.

Quant aux nationalistes arabes, ils sont de plus en plus nationalistes et de plus en plus arabo-musulmans, occultant ainsi les dimensions méditerranéenne et africaine de notre identité, ce qui risque de nous conduire à l'enfermement identitaire.

**Quelle est la place des femmes dans le mouvement ouvrier tunisien aujourd'hui?**

Déjà, en ce qui concerne le mouvement ouvrier, il y a aujourd'hui beaucoup de revendications, disons, peu conventionnelles. Il peut y avoir des affrontements entre tribus dans plusieurs villages, mais ce sont des conflits qui ont une base sociale: ils partent d'une distribution injuste des richesses ou des emplois, des constats de corruption, etc. Sinon, il existe plusieurs luttes sectorielles, telles que les grèves dans le secteur des télécommunications.

Les femmes y participent autant que les hommes. Mais l'émergence d'une véritable organisation des femmes dans des secteurs ouvriers ou agricoles ne prend pas encore forme. Elles ne portent pas encore leurs revendications en tant que femmes. Pourtant, les enjeux sont importants pour elles.

**Les femmes sont donc présentes dans le processus révolutionnaire en tant que travailleuses, mais au-delà tu ne vois pas émerger un mouvement autonome, qui dépasse les cercles militants classiques comme l'ATFD, l'AFTURD<sup>1</sup>, etc.?**

Non, je suis plus optimiste que ce que tu dis. Dans les régions, les femmes s'organisent, notamment autour des questions des libertés démocratiques et de citoyenneté. Maintenant, c'est un processus révolutionnaire permanent, donc les choses sont beaucoup plus lentes. Concernant la lutte contre l'islamisme, localement, des femmes – et des hommes aussi – s'organisent dans des associations et mènent des campagnes intéressantes. La difficulté est encore une fois de faire le lien entre ces revendications démocratiques et l'auto-organisation du mouvement ouvrier.

**D'une manière plus générale, l'auto-organisation des travailleurs peut-elle se renforcer malgré les illusions sur le processus constituant? la construction d'une alternative politique peut-elle émerger de là?**

Les conseils et comités locaux ont du mal à décoller et pour la plupart, s'institutionnalisent et se retrouvent à assurer un travail municipal. Ceux qui échappent à cette institutionnalisation sont ceux qui participent à l'organisation de la nouvelle occupation de la Casbah.

Mais l'élément le plus important est l'avenir de l'UGTT. Elle a aujourd'hui des difficultés à retrouver sa légitimité dans la mesure où elle a lâché son rôle politique. À titre d'exemple, dans le secteur universitaire, des groupes de réflexion se mettent en place, mais concrètement, pour mener les luttes, l'UGTT est irremplaçable aujourd'hui. Deux autres centrales syndicales sont nées ces derniers mois mais restent totalement marginales. De plus, le gouvernement arrive aujourd'hui à freiner les mobilisations sociales au nom de l'organisation des élections, avec l'aval de la direction de l'UGTT. Le travail de fond qui reste donc à faire, est de redynamiser cette UGTT, la démocratiser et réagir à la contre-offensive qu'elle subit. Dans les mois à venir, peut-être pas cet été mais à partir de la rentrée, les mobilisations sociales pourraient reprendre de l'élan et la rentrée pourrait être très animée.

**Propos recueillis par Wafa Guiga**

<sup>1</sup> L'Association des femmes tunisiennes pour la recherche sur le développement.

## La place du syndicalisme en Tunisie et en Égypte

Avec son autorisation, nous reproduisons un extrait d'un dossier mis en ligne par l'Union syndicale Solidaires en juin 2011<sup>1</sup>. Il a été écrit après le séjour de délégations syndicales en Tunisie et en Égypte.

Le rôle que les jeunes ont indéniablement joué dans le déclenchement des révolutions en Tunisie et en Égypte n'aurait pas suffi à virer les dictateurs si le mouvement ouvrier n'était pas entré en action avec une vague de luttes sociales dans lesquelles les mobilisations ouvrières ont joué un rôle décisif – à partir de 2004 en Égypte, en Tunisie dans la foulée de la révolte en 2008 du bassin minier.

En Tunisie, les syndicalistes ont largement contribué à ce que la population de Sidi Bouzid ne reste pas isolée (comme ce fut le cas à Gafsa en 2008). Des locaux de l'UGTT ont servi de point de ralliement à celles et ceux qui voulaient en finir avec le régime. Des grèves générales régionales massives ont eu lieu, comme par exemple le 12 janvier à Sfax, Tozeur et Kairouan ou le 14 à Tunis. Des dizaines, puis des centaines de milliers de personnes ont défilé dans les rues, poussant l'armée à lâcher Ben Ali. En Égypte, entre le 4 et le 11 février, 500 000 salariés

entrèrent en grève et le nombre de manifestants passa de 4 à 8 millions. Les syndicalistes indépendants de la centrale officielle appelèrent à une manifestation le 8 février, et le mouvement de grève s'étendit à 300 000 salariés le 9 février. De nombreux secteurs y participèrent: chemins de fer, bus, canal de Suez, télécommunications, textile, électricité, extraction pétrolière, chantiers navals, sidérurgie. Au-delà des revendications économiques, de nombreux grévistes exprimèrent aussi leur soutien à la révolution et demandèrent la chute du régime. Le 11 février, au matin de la manifestation la plus nombreuse que l'Égypte ait connue de son histoire, le Conseil suprême des forces armées destitua le président Moubarak.

**Le syndicalisme en Tunisie et en Égypte est-il comparables?**

Dans chacun des deux pays n'a existé jusque-là qu'une seule centrale syndicale. Mais leurs réalités étaient profondément différentes.

Fondée par le pouvoir égyptien, la centrale syndicale unique (ETUF) était intégrée dans l'appareil d'État. Ses dirigeants étaient nommés par le gouvernement et étaient souvent des cadres du parti au pouvoir. De 1962 à 1986, le président de l'ETUF était en même temps ministre du Travail! Dépourvues de personnalité juridique, les structures de base étaient sous la surveillance étroite des directions nationales.

Dans l'impossibilité de construire une opposition au sein de cette centrale, certains militants se sont lancés dans la construction de nouveaux syndicats. Après une grève massive et victorieuse, les collecteurs d'impôts fonciers ont fondé en 2007 le premier syndicat indépendant que le pouvoir a été contraint de reconnaître en 2009. Les techniciens de la santé et les enseignants ont suivi; un syndicat de retraités s'est également constitué. Le 30 janvier 2011, ces quatre structures annonçaient la création d'une centrale syndicale indépendante.

La situation était profondément différente en Tunisie. L'UGTT a été la matrice du mouvement national du temps de la colonisation. Tout le monde se réclame de Ferhat Hached, un des fondateurs du syndicalisme tunisien. L'UGTT est largement issue de la CGT française, mais une rupture est intervenue autour de la Deuxième Guerre mondiale, à la suite du refus du PCF et du PS de la revendication d'indépendance. L'UGTT s'est alors rapprochée du courant nationaliste incarné par Bourguiba.

De cette histoire résultent des relations complexes entre l'UGTT et l'État tunisien. Bourguiba a utilisé le prestige de l'UGTT pour asseoir sa domination, d'où un tiraillement perpétuel de l'UGTT entre deux grands courants non formalisés:

– un courant de soumission au pouvoir allant parfois jusqu'à une quasi-intégration dans l'appareil d'État et gagnant en retour des postes de députés, par exemple. En retour, la direction confédérale appelait à voter pour le parti au

SUITE PAGE 6

## ÉLÉMENTS SUR LE PROCESSUS RÉVOLUTIONNAIRE EN ÉGYPTÉ

# Trajectoires d'une révolution

Dix-huit jours de manifestations ont mis un terme à 30 ans de pouvoir de Hosni Moubarak, qui capitule le 11 février 2011. Une protestation de jeunes se transforme en une puissante vague contestataire qui secoue la société égyptienne. Une révolution débute! Nous proposons dans ce court texte les éléments essentiels de sa trajectoire et ses principaux enjeux.



Le Caire, place Tahrir. Manifestation du 1<sup>er</sup> Mai. (ROMAIN HINGANT)

**A**u-delà de l'étincelle tunisienne, la révolution égyptienne est le produit de plusieurs années de protestation nourrie de la solidarité du peuple avec la Palestine et contre la guerre en Irak. La génération des facebookers et des militants chevronnés passe au terrain politique avec le mouvement Kefaya («ça suffit»), lancent des manifestations contre le régime. L'après-Moubarak se pose dans un contexte d'entraves politiques et de montée de la corruption. Face aux protestations ouvrières, les autorités préfèrent les concessions. L'appel à une grève générale en 2008 en solidarité avec les travailleurs entraîne la création du mouvement de jeunesse du 6 avril qui regroupe différentes sensibilités.

### La protestation démocratique, moteur d'une contestation d'ampleur

Depuis quelques années, les gens critiquent ouvertement le pouvoir, l'absence de liberté, le comportement de la police, la dureté de la vie, les hausses de prix et un chômage élevé. L'immolation de Mohamed Bouazizi est imitée. La question de la succession de Moubarak est posée. Dès le 25 janvier, le niveau de participation est élevé, sur la place al-Tahrir (Libération) au Caire mais aussi en province. À Alexandrie, le gouvernorat est pris, Suez connaît une quasi-insurrection. Les commissariats et les sièges du Parti national démocratique (PND) au pouvoir sont détruits.

Le pouvoir fait appel aux «nervis», les baltagya, qui attaquent les manifestants sur la place Tahrir. Il dialogue avec l'opposition dont les Frères musulmans pourtant interdits, mais le mouvement maintient la demande du départ de Moubarak. Tahrir devient le symbole de la contestation. Des générations et des secteurs de la société qui jusque-là s'évitaient, se côtoient et collaborent. L'unité chrétiens-musulmans incarne ce nouvel esprit.

### Dimensions d'un processus révolutionnaire

Malgré une structuration fragile et une orientation générale, la jeunesse moteur coalise des forces sociales diverses et maintient le cap jusqu'au départ du président. Les femmes jouent aussi un rôle important, sur la toile, dans les groupes et dans la rue. L'abrogation de l'état d'urgence, la libération des prisonniers politiques, la dissolution des chambres et des conseils locaux, la liberté de la presse, les droits syndicaux et la révision de la Constitution sont revendiqués. L'idée d'indépendance de la justice et d'État civil indépendant des autorités religieuses progressent malgré l'hostilité des conservateurs.

### Séisme politique et ouverture d'un processus

Toutes les forces politiques légales ont été décrédibilisées: le Wafd, vieux parti nationaliste libéral, les nassériens ou la gauche officielle avec le Tagammu' (rassemblement).

Une nouvelle génération se politise, investit la scène publique et aborde mille et un sujets: Constitution, élection, citoyenneté, rapports entre confessions, rôle de l'armée, question sociale.

De nombreux partis apparaissent. Les Frères musulmans lancent le Parti de la liberté et de la justice. Des militants issus du courant Baradei fondent al-Adl (justice). Un des principaux hommes d'affaires, Naguib Sawires, crée le parti des Libres Égyptiens.

Le pouvoir met au référendum des amendements constitutionnels limités. Contrairement à l'armée, au PND et aux Frères musulmans, les jeunes, les démocrates et la gauche s'y opposent. Le oui l'emporte très largement. Une lutte anti-corruption, lente mais réelle, débute. Le président est mis en garde à vue, ses fils arrêtés. Des dirigeants sont arrêtés et détenus. Les premières condamnations tombent: des amendes et des peines de prisons légères.

La situation se tend avec des troubles confessionnels qui, au-delà de manipulations, traduisent la précarité de la situation. Mais la mobilisation se poursuit. Une seconde phase démarre fin mai avec la question sociale qui émerge au premier plan. La demande de juger les responsables de la répression ne faiblit pas.

### Rôle de l'armée

Avec le départ de Moubarak, le Conseil supérieur des forces armées (CSFA), constitué d'une vingtaine

#### SUITE DE LA PAGE 5

pouvoir, et cherchait à freiner voire combattre les luttes.

- Un courant de résistance, contrôlant certaines fédérations comme celle de l'enseignement ou des postes et télécommunications ainsi que certaines unions régionales ou locales. Les locaux de ces structures servaient de base arrière à une grande partie de l'opposition sociale et politique. Ce courant a joué un rôle décisif dans les grèves, rassemblements et manifestations qui ont entraîné la chute du dictateur.

Entre les deux, toute une palette de positions oscillant entre l'une et l'autre.

### L'engagement de syndicalistes dans la révolution s'est-il limité à celui de militants de base ?

C'était le cas en Égypte, où il n'existait que quatre syndicats indépendants. Et on estime à 98% les délégués locaux liés au pouvoir.

La situation était profondément différente en Tunisie. Si neuf des douze membres du bureau confédéral sont considérés comme corrompus, une série de structures intermédiaires jouissaient d'une réelle autonomie.

L'Union régionale de Tunis est la principale structure interprofessionnelle de l'UGTT. Longtemps inféodée au pouvoir, elle a basculé vers une critique partielle du régime. Elle appelle le 27 décembre à un rassemblement sur la place faisant face au siège de l'UGTT. Cela lui a valu un désaveu public du secrétaire général de l'UGTT, dénonçant les slogans hostiles à Ben Ali scandés par les manifestants. Après un vigoureux débat interne, le 4 janvier sortait une déclaration soutenant le mouvement, puis le 11 un appel laissant aux structures locales la liberté d'appeler à des grèves régionales et sectorielles. Trois représentants de l'UGTT avaient été désignés par le secrétariat

général pour siéger dans le premier gouvernement ayant suivi la chute de Ben Ali. La commission administrative les rappelait dès le 18 et exigeait le 19 la démission du gouvernement.

### Comment se déroule le combat entre syndicalisme de lutte et syndicalisme de compromission ?

Dans les deux pays, les syndicalistes de lutte se battent pour l'indépendance envers le pouvoir et l'opposition à la bureaucratie. Mais les conditions étaient très différentes.

L'exemple du bassin minier en Tunisie est éclairant. Le secrétaire de l'UGTT pour la région de Gafsa était député du RCD et patron d'entreprises de sous-traitance.

Il était impliqué dans des recrutements dans les mines au profit de sa tribu. Face à la mobilisation populaire contre cette injustice, il a suspendu les syndicalistes qui s'y étaient impliqués. Il a été officiellement soutenu par la direction nationale de l'UGTT, dont le chargé du dossier était de la même tribu que lui! Le feu vert était ainsi donné à la répression contre des membres de sa propre organisation syndicale qui se sont retrouvés emprisonnés et pour certains d'entre eux torturés. Mais les syndicats de l'enseignement et celui des postes et télécommunications ont pris fait et cause pour les inculpés de Redeyef-Gafsa. Finalement, la centrale a été contrainte de redonner leurs mandats aux syndicalistes de Redeyef la veille de l'ouverture du procès, puis de leur apporter un soutien financier ainsi qu'à leur famille.

En Égypte, se battre à l'intérieur des structures de l'ETUF était un défi impossible à relever. Mais des réseaux syndicaux se sont organisés à l'extérieur. Certaines ONG et plateformes informelles font un travail considérable avec des réunions, des

formations, des rapports, des périodiques, comme: - le CTUWS, fondé en 1990 et animé par Kamal Abbas, un ancien ouvrier des aciéries chassé après la grande grève de 1989; - l'ECESR, créée en 2009 et animé par l'avocat Khaled Ali.

### Quelle est la place des militants politiques dans les oppositions syndicales ?

Sous les deux dictatures, il n'existait pas de muraille entre militantisme politique et militantisme syndical. Appartenir à un courant politique clandestin était souvent un gage de non-compromission avec le pouvoir.

Du temps de Ben Ali, on retrouvait dans les directions de l'UGTT les différents courants politiques. Dans les fédérations oppositionnelles, il était quasi impossible à des RCDistes ou des islamistes d'avoir la moindre responsabilité nationale.

En Égypte, les associations et structures informelles contribuant à organiser les travailleurs indépendamment de l'ETUF étaient animées par des (ex-)militants politiques.

Une rupture s'est produite avec la chute des dictatures. Des militants politiques peuvent être tentés d'instrumentaliser des syndicats pour se construire comme organisation politique. La faiblesse majeure des nouveaux syndicats est que, dans la plupart des cas, ils ne sont pas le résultat d'un processus long. Quelques militants politiques organisent des réunions restreintes afin de rassembler les signatures nécessaires à la proclamation d'un syndicat et au dépôt de sa demande de légalisation. Pour beaucoup, il s'agit d'une vision élitiste du syndicalisme qui peut conduire à l'isolement.

### Le mouvement syndical aujourd'hui

En Tunisie comme en Égypte, chacun peut aujourd'hui s'exprimer et s'organiser librement. Militer syndicalement ou politiquement peut même se traduire par une forme d'ascension sociale, avec le risque de bureaucratisme.

En Égypte, tout est à construire. Le cadre légal actuel est transitoire. Une nouvelle loi syndicale devrait voir le jour à l'automne 2011. Dans l'immédiat, plus aucun obstacle n'existe à la création de syndicats indépendants: dès qu'un dossier est déposé auprès du ministère, le nouveau syndicat peut commencer à fonctionner sans attendre la réponse officielle.

Le principal défi à relever est celui de la formation syndicale. Les compétences des réseaux militants sont mises à contribution. Les militants politiques sont les bienvenus, à titre individuel.

L'automne 2011 verra la promulgation de la nouvelle législation syndicale, les élections professionnelles et le congrès de la centrale indépendante.

En Tunisie, l'UGTT était du temps de la dictature l'organisation de masse la plus importante. Un afflux considérable d'adhérents est en cours, en particulier dans le privé, mais cet afflux correspond parfois à des tentatives de reconversion des sections d'entreprise du RCD, ou à une volonté d'Ennahdha de s'implanter dans l'UGTT.

Les militants ayant animé la gauche de l'UGTT du temps de la dictature sont aujourd'hui investis dans la construction de partis politiques... et même en Tunisie, les journées n'ont que 24 heures. En décembre 2011 se tiendra le congrès de l'UGTT où l'essentiel des dirigeants confédéraux corrompus vont enfin déguer.

Alain Baron

1. www.solidaires.org, rubrique «international».

d'officiers supérieurs, se retrouve en charge de la transition. L'armée, qui a intelligemment refusé d'entrer dans la spirale de la répression, bénéficie d'un grand prestige et les manifestants sympathisent avec les militaires. Projetée sur le devant de la scène, l'armée cherche à réaffirmer son autorité en mettant un terme aux mobilisations, avec un projet de loi qui punit sévèrement les grèves et les manifestations, mais est contrainte aux concessions. Elle a toujours l'appui des États-Unis et de l'Union européenne.

**La question islamiste**

L'islamisme est très différencié dans le pays. Le salafisme, courant ultra-fundamentaliste, rejette la révolution comme une sédition. Les radicaux, al-Gama'a al-Islamiya et al-Gihâd, brisés par la répression, se sont éloignés de la stratégie violente. Al-Gama'at Al-Islamiya demande la fin du processus, refusant de réclamer la démission de Moubarak.

Les Frères musulmans ont rejoint le mouvement après son déclenchement et leurs compétences organisationnelles ont été utiles lors des attaques des baltagya.

Ils sont toujours une force depuis la fin des années 1930. Réprimés pendant la période nassérienne, ils jouent un rôle de premier plan à partir des années 1970. Bien structurés, moderne, non traditionaliste, ce courant a des références très conservatrices (refus d'accepter une femme ou un copte à la tête du pays) même s'il se déclare favorable à un Parlement et évoque les droits de l'homme. Ni fascistes ni anti-impérialistes, ils ne sont pas encore devenus comme on le dit souvent sans nuance une force conservatrice démocrate selon le modèle «idéalisé» de l'AKP turc. Ils ont fait quelques faux pas et ne sont pas exempts de tensions internes et de scissions. La rupture la plus médiatisée est le groupe de jeunes qui a créé le parti du courant égyptien.

Leur relation avec le régime a toujours été ambiguë, caractérisée par une logique d'autolimitation, évitant la confrontation directe. La recherche d'une reconnaissance légale peut les conduire à des positions très complaisantes. Ils pouvaient ainsi faire interdire les slogans anti-Moubarak dans les manifestations ou boycotter des mobilisations. Leur guide suprême affirma être disposé à soutenir le tawrith : l'arrivée au pouvoir du

fil Moubarak. En contre-partie, le régime cède à des campagnes émanant des milieux intégristes sur des films ou des livres.

Ils ont été associés aux discussions avec Omar Soleiman. Le vice-président du Conseil de révision de la Constitution appartenait à la confrérie, qui a pris position en faveur des amendements constitutionnels, prônant l'arrêt des grèves ouvrières et des manifestations au nom de l'intérêt national. D'aucuns ont évoqué un accord avec l'armée. Cela peut sembler excessif. De plus, rien n'est prouvé. Mais clairement, la confrérie souhaite l'arrêt du processus révolutionnaire.

**La question ouvrière<sup>2</sup>**

La question sociale apparaît rapidement avec une vague de protestations ouvrières. Trois jours avant le départ de Moubarak, des grèves affectent l'ensemble du territoire. Cette vague plonge ses racines dans une décennie de luttes qui combinent revendications économiques et sociales et question syndicale contre l'ETUF, la confédération officielle. La demande

de transports et des militants du textile. L'intervention des travailleurs prend une forme plus organisée mais se confronte à l'ETUF, courroie de transmission du pouvoir, et à l'isolement du mouvement social de la poussée démocratique pour le cantonner au seul terrain économique.

**Une opportunité historique pour la gauche égyptienne**

La gauche égyptienne qui a une longue histoire assez méconnue comprend des sensibilités diverses. Le parti le plus important est le Tagammu' (rassemblement). Légal, il remonte aux années 1970. Réformiste de gauche, il s'est montré très complaisant envers le régime, refusant même le départ de Moubarak. Le Parti communiste égyptien (PCE) qui vient de sortir de la clandestinité, reconstitué en 1975, s'implique fortement dans le Tagammu' mais s'efforce d'exister de manière indépendante. La petite scission du Parti socialiste du peuple de 1989 est en grande difficulté avec le vieillissement de ses membres et le dé-

révolutionnaire» proche du SWP britannique. Il défend l'idée d'une alliance avec les Frères musulmans, considérés comme un mouvement réformateur. Ce courant s'est divisé à nouveau entre les Socialistes révolutionnaires (SR) en solidarité avec le SWP et le Courant du renouveau socialiste qui défend l'idée d'un parti large.

À partir des années 2000, une nouvelle vague sociale débute, avec des réseaux syndicaux critiques, des ONG comme le Dar al Khadamat al Niqabya (CTUWS) de Helwan ou le Comité de coordination syndicale qui défend une voix autonome.

Les différentes forces de gauche s'impliquent dans les événements de 2011. L'écrasante majorité des personnes descendues dans les rues n'ont pas d'affiliation politique. La création de partis politiques se multiplie alors. On note la légalisation du Parti égyptien social démocrate connu pour ses analyses très modérées, quasi démocrates libérales.

Au début de la révolution, des indépendants et des membres démission-

naires du Tagammu' initient l'Union des forces de gauche. Cela favorise la création de l'Alliance populaire socialiste (APS) qui regroupe un large éventail de sensibilités : anciens du Tagammu', membres du Courant du renouveau socialiste, anciens de groupes des années 1970, syndicalistes ouvriers, intellectuels, nationalistes de gauche. Elle veut promouvoir la liberté et la justice sociale. Un réseau de militants ouvriers

autour de Kamal Khalil, figure des années 1970 et dirigeant des Socialistes révolutionnaires, lance le Parti ouvrier démocratique (POD) qui veut exprimer la voix des travailleurs. Enfin, le Parti socialiste égyptien (PSE) comprend d'autres réseaux militants, notamment avec Ahmed Bahaa Eddin Cha'ban, actif depuis les années 1970 et dirigeant de Kefaya. Il propose une ligne de réformes anticapitalistes, accorde une importance à la question palestinienne ainsi qu'à la laïcité. Il s'inscrit dans une filiation avec le parti socialiste des années 1920. Ces initiatives, proches malgré les spécificités, cherchent à promouvoir une politique qui défende les intérêts des classes populaires. Les difficultés pour obtenir une légalisation ne sont pas négligeables : il faut obtenir 5000 signatures et la loi ne reconnaît pas les partis sur base de classe sociale. Un Front des forces socialistes doit favoriser une coordination entre l'APS, le POD, les SR, le PSE et le PCE. Un des principaux enjeux pour la gauche aujourd'hui est de s'enraciner parmi les jeunes et dans les milieux populaires.

**Un processus ouvert**

La chute du dictateur a ouvert un processus aussi exaltant que complexe. La «transition démocratique» comporte de nombreux pièges dont celui d'aller vers une simple normalisation. Cette victoire contre le mur de la peur a redonné au peuple égyptien une fierté. Des avancées importantes ont déjà été obtenues même si rien n'est réglé. Tout dépendra des mobilisations, du niveau d'auto-organisation et du rapport de forces. Quelque chose d'historique se déroule!

**Chedid Khairy', le 10 juillet 2011**

1. Nous renvoyons au site [www.europe-solidaire.org](http://www.europe-solidaire.org) et les notes très pédagogiques réalisées par Alain Baron pour l'Union syndicale solidaires (pages 5 et 6).
2. Voir [www.europe-solidaire.org](http://www.europe-solidaire.org). Écrits de Saber Barakat, Khaled Ali, Kamal 'Abbas, Fatma Ramadan, Hicham Fou'ad, Omar al-Chafe'i, Joel Beinin, Françoise Clément et les documents du Dar al Khadamat, centre Hicham Moubarak, Comité de coordination syndicale, centre Al-Ard, centre égyptien pour les droits économiques et sociaux. Voir aussi le site [www.labourstart.org/egypt](http://www.labourstart.org/egypt).
3. Marxiste impliqué dans la solidarité avec la région arabe.



Suez, 29 avril 2011. Manifestation de soutien aux insurgés syriens et contre le gouverneur de Suez. (ROMAIN HAINGANT)

de syndicats indépendants s'accroît. Au prix de mille et une difficultés, deux syndicats autonomes ont obtenu leur reconnaissance légale : en 2008, le syndicat des collecteurs d'impôts fonciers ; en 2010, celui des techniciens de la santé.

Le 30 janvier, la confédération indépendante est créée. Ses principaux pôles sont les syndicats des impôts fonciers, des enseignants, des retraités, des techniciens de santé, des

cès récent de ses deux principaux dirigeants.

Avec la chute de l'URSS et la montée de la vague intégriste, la gauche est en sérieux recul. Certains groupes radicaux présents cessent d'exister à partir de la fin des années 1980. Beaucoup de militants s'impliquent dans des ONG, d'autres ne sont plus dans aucun cadre organisé.

Au début des années 1990, des étudiants créent un groupe «socialiste

naires du Tagammu' initient l'Union des forces de gauche. Cela favorise la création de l'Alliance populaire socialiste (APS) qui regroupe un large éventail de sensibilités : anciens du Tagammu', membres du Courant du renouveau socialiste, anciens de groupes des années 1970, syndicalistes ouvriers, intellectuels, nationalistes de gauche. Elle veut promouvoir la liberté et la justice sociale.

Un réseau de militants ouvriers

**Du Caire à Alexandrie, la lutte continue**

Entretien avec Fathallah Mahrous, ouvrier, syndicaliste et militant communiste depuis 1950, actuellement membre du Comité de coordination pour les libertés syndicales et du Parti socialiste égyptien.



Fathallah Mahrous (DR)

**Où en est la révolution ?**

Le peuple égyptien est sorti de son carcan, de la peur qui l'enfermait, et a attaqué le régime Moubarak, mais la révolution n'a pas atteint ses objectifs. Le Conseil suprême des forces armées (CSFA) perpétue le régime et s'est placé comme juge du régime Moubarak, cela fait cinq mois et à part à Suez où les policiers ont été libérés, personne

n'a été jugé. En période révolutionnaire, on devrait faire des procès révolutionnaires et y juger les responsables du pays. Le 11 février, les masses se sont dirigées vers les palais présidentiels, si elles avaient réussi à les prendre, elle n'auraient pas joué au foot ! Elles auraient fait un gouvernement révolutionnaire. Le CSFA, en accord avec l'Arabie saoudite et les États-Unis, ont fait abdiquer Moubarak pour calmer le peuple. Les bâtiments de la sécurité nationale (police politique) sont tombés sous les coups des révolutionnaires, mais ce n'était qu'un bout du système de sécurité qui n'a cessé de se développer depuis 1952.

**Où en sont le mouvement ouvrier et les syndicats indépendants ?**

Le mouvement ouvrier est dans le même état que la révolution et que le peuple dans son ensemble. Le conseil militaire représente et protège le système Moubarak, et dans le monde du travail, l'Union officielle (l'ETUF) est toujours là, avec son armée d'espions, pour défendre le pouvoir et les patrons. L'idée des syndicats indépendants en est encore à son début. Ceux qui sont nés dans le monde post-1952 ne savent pas ce qu'est un syndicat indépendant. Dans le domaine de la conscience, Gamal Abdel Nasser et son système ont rendu les gens ignorants ; ils mangeaient, se logeaient, travaillaient mais ne devaient pas penser. C'est vrai que la conscience des peuples augmente rapidement en période révolutionnaire, mais on a beaucoup à rattraper. Après la révolution, le CSFA a émis une loi criminalisant les grèves. À Suez, on a jugé il y a deux semaines des travailleurs du canal de Suez pour une grève économique faite au début du mois de juin. L'ETUF doit tomber. Et même ainsi, il nous faudra encore cinq ans après sa dissolution pour que s'enracine l'idée du syndicalisme indépendant ; si cela arrive, la révolution se diffusera. Nous, les forces de gauche, les socialistes, les démocrates et les nassériens défendons les syndicats indépendants, mais face à

nous il y a le CSFA, le gouvernement, les Frères musulmans et les anciens du Parti national démocrate qui veulent le maintien de l'ETUF. Malgré toutes ces difficultés, plus de 70 syndicats indépendants ont été créés, et il y a des grèves.

**Les travailleurs ont joué un rôle important dans la révolution mais ne se sont pas investis en tant que tels dans le mouvement de rue, une évolution se profile-t-elle pour les mois à venir ?**

Il est certain que les grèves sont un mode d'action plus révolutionnaire que les manifestations. L'Union indépendante a organisé le 1<sup>er</sup> Mai et tient parfois une tente sur la place Tahrir les jours de manifestations. S'ils ne le font pas c'est le Front des forces socialistes qui intervient pour rappeler la centralité des travailleurs. À Alexandrie, la semaine dernière, nous avons réussi à nous séparer des Frères musulmans, partis de leur côté avec les libéraux, et nous du nôtre avec les forces socialistes.

**Propos recueillis par Mélanie Souad**

1. Front des partis de gauche radicale. Voir «Égypte : création d'un front socialiste» sur [www.npa2009.org](http://www.npa2009.org)

LES GRANDES PUISSANCES FACE AUX RÉVOLUTIONS ARABES

# Politique libérale et militariste

Malgré une volonté affichée de rompre avec l'ère Bush de la guerre sans limites, Obama depuis son arrivée au pouvoir mène une politique associant militarisme et libéralisme économique.

La mondialisation sape progressivement les bases de l'hégémonie américaine, propulse de nouvelles grandes puissances comme la Chine, accentue les contradictions dans les relations internationales, déstabilise les vieilles dictatures, appuis et alliés des USA, crée les conditions d'une irruption des peuples qui bouleversent les rapports de forces, rompt les équilibres précaires. La vague de révolutions qui a déferlé sur le monde arabe en est une des illustrations particulièrement démonstrative. Face à elle, les vieilles puissances impérialistes se redéploient pour tenter de garder l'initiative et le contrôle politique, économique et militaire sur la région. Soutien politique aux «transitions démocratiques», crédits financiers du G8-G20 et du FMI, interventions militaires se conjuguent à travers une situation en pleine mutation qui suscite et attise les rivalités, entretient une instabilité permanente, encourage l'irruption des classes opprimées. Un processus est en cours qui redessine les rapports de forces au niveau de cette région du monde et au-delà.

Obama, dans la course à la Maison Blanche, prend la posture de l'homme du moindre mal, du candidat de la paix. Mais sa politique obéit, quant au fond, à d'autres préoccupations que celles de politique intérieure, elle vise à redéfinir la politique internationale de la première puissance mondiale.

## L'APPUI D'OBAMA AUX RÉVOLUTIONS

Obama sait que les USA ne pourront préserver leur domination sur le monde s'il continue dans la même voie que son prédécesseur, Bush. Il lui faut une politique qui sache, sinon gagner l'adhésion des peuples, du moins désarmer les haines semées par la politique de «la guerre sans limites». C'est le fond de l'orientation déployée depuis son élection, politique qui se heurte constamment à la

réalité des faits et des objectifs impérialistes des USA. D'une main, un libéralisme économique qui prend le masque d'un libéralisme politique, la défense d'un nouvel ordre mondial, de la démocratie «des valeurs universelles», de l'autre le militarisme manié avec prudence en affichant la volonté de trouver une issue politique aux guerres engagées.

Dès le lendemain de son élection, en juin 2009, son discours du Caire adressé aux peuples musulmans visait à donner le signal de la rupture avec la politique du «choc des civilisations» de Bush dans le but d'essayer de donner un minimum de crédit à la politique américaine et, par là-même, de renforcer les régimes en place, ses alliés, dont celui de Moubarak. Ce sont bien les révoltes des peuples qui l'ont obligé, après avoir lâché Ben Ali, à abandonner Moubarak. Pragmatiques, la Maison Blanche et le Pentagone se sont alors faits les champions de «la transition démocratique», tout changer pour que rien ne change, s'appuyer sur l'armée pour assurer l'ordre en canalisant la révolution, en l'étouffant. L'appui aux révolutions, aux aspirations démocratiques des peuples ne les a pas empêchés cependant de taire toute critique vis-à-vis de l'Arabie saoudite et de fermer les yeux sur son intervention au Bahreïn.

Dans le même temps, Obama a tenu à rassurer les classes dominantes américaines et les forces réactionnaires en se faisant l'exécuteur de la politique de Bush, en achevant la chasse à l'homme qui était le pivot de la politique internationale de la première puissance mondiale, par l'exécution sommaire, au Pakistan, de Ben Laden. Il levait ainsi toute ambiguïté quant à ses intentions : afficher un nationalisme qui n'a rien à envier à celui de Bush, s'affirmer comme le champion de la défense des intérêts américains dans le monde sans craindre de déstabiliser encore plus le Pakistan et ses relations avec lui. Certes, l'exécution de Ben Laden était

considérée clore la période ouverte par l'attentat du 11 septembre 2001, justifiée au nom de la lutte contre le terrorisme pour la démocratie en faveur des peuples arabes. Elle n'en était pas moins la démonstration que les USA et Obama considéraient comme légitime cet acte de vengeance d'État au mépris du droit international.

Leur politique s'adapte, louvoie, accompagne les bouleversements en cours, manie la ruse et la duplicité, cherche à mettre en place de nouveaux régimes alliés pour mieux préserver son influence, contenir celle grandissante en particulier de la Chine.

## LA POLITIQUE DE LA DETTE AU SERVICE DE LA TRANSITION DÉMOCRATIQUE

Le soutien aux aspirations populaires, les discours sur les nécessaires réformes ne suffisent cependant pas à asseoir l'autorité des nouveaux régimes y compris sur les classes bourgeoises locales. Et surtout elles ne suffisent pas à renforcer le contrôle des classes dominantes des vieilles puissances sur l'économie et les richesses produites. Le sommet des chefs d'État du G8, le 28 mai à Deauville, a ainsi décidé une aide internationale à la Tunisie et à l'Égypte d'un montant de 40 milliards d'euros provenant de la Banque mondiale ou de la Banque européenne d'investissement (BEI) mais aussi, pour dix milliards d'euros, directement des États des pays riches. Le FMI devrait intervenir pour 30 milliards d'euros. Cette aide, contrairement aux intentions déclarées, ne vise pas à répondre aux besoins financiers de la Tunisie ou de l'Égypte mais bien à ouvrir des marchés pour les entreprises américaines, françaises. L'enjeu n'est pas de lutter contre l'extrême pauvreté, le chômage, la précarité mais bien d'accroître l'emprise occidentale sur les pays en augmentant encore leur dette. Plutôt que de nouveaux prêts, la seule réponse démocratique aux difficultés économiques serait de suspendre le paiement de la dette ou de l'annuler. Ce sont des milliards aujourd'hui engloutis pour payer les intérêts aux usuriers qui pourraient être investis de façon socialement utile. De cette aide au «printemps arabe» il n'est pas question. Le libéralisme politique affiché par les grandes puissances n'est qu'un emballage nouveau pour un libéralisme financier qui étouffe les peuples.

## LE TOURNANT DE L'INTERVENTION EN LIBYE

Et ce libéralisme a pour corollaire le militarisme. L'intervention en Libye constitue une des clés de la politique des grandes puissances. On ne peut certes aujourd'hui anticiper ses possibles développements. Ses propres initiateurs en sont eux-mêmes bien incapables tant leur politique n'a

d'autre but que de gérer les rapports de forces. L'intervention de la France et de l'Angleterre, avec les États-Unis dans un premier temps, avec l'aval de l'ONU, prétendait protéger la population. Quatre mois après, le mandat de l'ONU apparaît bel et bien comme un prétexte. L'objectif de l'Otan, et non plus de l'ONU, est devenu l'élimination de Kadhafi et le Conseil national de transition vient d'être reconnu y compris par les USA. Cependant le ministre français de la Défense, Gérard Longuet, a laissé entendre que l'élimination de Kadhafi n'était plus une condition de la fin de la guerre, qu'un règlement politique serait possible... Les justifications évoluent en fonction de l'opinion et des besoins d'une mauvaise cause pour accréditer l'idée que les grandes puissances chercheraient une porte de sortie. Cette confusion exprime les hésitations de ces dernières qui ne peuvent dire brutalement devant l'opinion mondiale leurs réels objectifs. Elles ont saisi l'occasion offerte par la folie de Kadhafi pour ouvrir une porte aux armées impérialistes, commencer à prendre position pour contrôler le pétrole et se donner les moyens d'intervenir plus avant si besoin. C'est bien pourquoi, même s'il était concevable que l'intervention puisse un moment affaiblir Kadhafi et renforcer les insurgés, tout soutien consécutif à la révolte pour les droits démocratiques ne pouvait que condamner l'intervention militaire. Celle-ci est un des dispositifs clés du redéploiement des USA même si ces derniers ont tenu à laisser l'initiative à Sarkozy, empressé de jouer les chefs de guerre flanqué de BHL.

## DERRIÈRE LES DISCOURS, L'ALIGNEMENT SUR ISRAËL

La volonté d'Obama de définir une nouvelle politique l'obligeait à essayer de donner le change quant à la question palestinienne. Pour reprendre l'initiative dans le monde arabe, il devait faire un geste pour répondre au sentiment de solidarité vis-à-vis du peuple palestinien. C'était le sens de son discours du 19 mai plaidant pour la cohabitation de deux États sur la base des frontières antérieures à la guerre des Six Jours de 1967, avec des échanges de territoires mutuellement consentis. Une déclaration qui a suscité l'hostilité immédiate d'Israël devant laquelle Obama a fait tout aussi immédiatement marche arrière. Et les USA s'opposent à ce que, à l'ONU, en septembre, Mahmoud Abbas demande à l'Assemblée générale la reconnaissance d'un État palestinien. Toutes



les pressions sont bonnes pour empêcher ce qu'Israël considérerait comme une provocation. Là encore les faux-semblants d'Obama n'ont pas tenu longtemps. Le soutien à la révolte en Syrie, la condamnation de la dictature d'al-Assad ne lui font pas condamner Israël qui prive tout un peuple de son droit démocratique le plus élémentaire. Et, dans les faits, les discours d'Obama cherchent à masquer une politique alignée sur Israël, place-forte des USA face au monde arabe et à la montée révolutionnaire, à l'Iran. En effet bien qu'Obama condamne aujourd'hui la répression en Syrie – «la répression échouera, les tyrans tomberont» –, il sait que si les verrous de la dictature lâchaient, les effets en seraient difficilement maîtrisables et que Israël est la seule carte sûre qu'il possède dans la région.

## LIBÉRALISME, IMPÉRIALISME OU DÉMOCRATIE RÉVOLUTIONNAIRE...

Le libéralisme politique d'Obama ne vise qu'à accentuer un libéralisme économique et financier dont on a pu juger les effets dévastateurs. L'ensemble se combine avec le militarisme, que ce soit dans l'intervention en Libye ou l'appui à Israël. Une telle politique, la seule que les grandes puissances puissent aujourd'hui mettre en œuvre, exacerbe les tensions tant économiques, sociales que politiques. Les classes capitalistes sont incapables d'offrir la moindre perspective démocratique aux peuples, les faits le démontrent chaque jour un peu plus. Les pas en avant réalisés ces derniers mois ont été l'œuvre de la seule intervention directe des populations opprimées. Les rêves et les espoirs qui en sont nés ne pourront se concrétiser qu'en renforçant cette intervention. La démocratie ne pourra venir des manœuvres libérales et impérialistes, de la concurrence et du marché capitaliste, mais bien des révolutions elles-mêmes.

Yvan Lemaitre



Strasbourg, 4 avril 2009. Manifestation contre le sommet de l'Otan. (PHOTO THÉÂTRE ROUGE/TAOUS)

# Les révolutions arabes mises en perspective...

Entretien avec Gilbert Achcar, auteur et militant marxiste libanais, enseignant à l'université de Londres après l'avoir été à Paris VIII. Il prépare actuellement un ouvrage sur les révolutions arabes.



**L'étouffement de toute vie politique par les dictatures a pu faire oublier la politisation des milieux intellectuels, du mouvement ouvrier, des populations dans l'après-guerre à travers les luttes anti-impérialistes. Ce fond politique ne resurgit-il pas aujourd'hui dans les révolutions en cours ?**

Ce qui se passe aujourd'hui s'inscrit, en effet, dans la longue histoire moderne des États arabes. Sans remonter trop loin dans le temps, on peut situer la vague révolutionnaire actuelle dans le cheminement accompli depuis la vague régionale précédente de bouleversement consécutive à la Nakba, la défaite arabe en Palestine en 1948. La montée du mouvement nationaliste dans les années 1950 et 1960 arrive alors à capter et endiguer la protestation populaire, mais l'accompagne aussi dans sa radicalisation socio-économique et politique. La nouvelle défaite arabe de juin 1967 face à Israël signale le début du déclin du nationalisme arabe. Les années 1970 sont des années de transition durant lesquelles trois courants se disputent l'hégémonie : le nationalisme déclinant, une nouvelle gauche radicale en partie issue du nationalisme et l'intégrisme islamique alimenté par les pétrodollars saoudiens et favorisé par les régimes en place comme antidote à la gauche. Après la révolution iranienne de 1979, on entre dans une nouvelle phase historique de trois décennies durant lesquelles la protestation populaire régionale est dominée par les courants religieux, avec déclin et marginalisation de la gauche. Ces dernières années, cependant, les conséquences socio-économiques de la mondialisation néolibérale ont entraîné une nouvelle montée de la protestation sociale, de la lutte des classes, propulsée par les effets de la crise et la détérioration des conditions de vie. En Égypte, l'année 2006 voit le début d'une vague de luttes ouvrières qui jusqu'en 2009 dépasse tout ce que le pays et la région ont connu à cet égard. Cette remontée de la lutte des classes – domaine dans lequel les courants religieux qui prônent la conciliation sociale sont quasiment absents – indiquait que l'on était à l'orée d'une nouvelle phase politique, d'une nouvelle phase de transition. Avec la vague révolutionnaire actuelle, on voit s'affirmer la mobilisation et le rôle de la classe ouvrière en Tunisie et en Égypte, les deux pays en pointe. On voit également, de façon plus modeste, une nouvelle poussée de la gauche radicale. On voit aussi l'apparition en force d'un nouveau libéralisme au sens américain du mot, un libéralisme politique, plutôt progressiste sur le plan social, dont le représentant le plus connu est le mouvement des jeunes du 6 avril en Égypte. Autant il est très exagéré de parler de « révolutions Facebook », autant il est vrai qu'il existe une génération politisée dans les limites de ce nouveau libéralisme à laquelle cette technologie a donné les moyens de s'organiser. Du Maroc jusqu'à la Syrie, on a vu s'illustrer dans l'organisation des mobilisations des réseaux de communication électronique qui regroupent en grande majorité des jeunes animés par des aspirations libérales, démocratiques et laïques, combinées à un réformisme social. Il y a là un potentiel important de radicalisation que la gauche, si elle sait s'y prendre, pourrait influencer. Nous sommes entrés dans une nouvelle période de transition, avec une redistribution des cartes

qui voit une forte concurrence entre, d'une part, les nouvelles forces montantes – le mouvement ouvrier, la gauche et la jeunesse libérale – et, d'autre part, les mouvements islamiques.

**Tu parles des révolutions comme s'il s'agissait d'un même processus. Quelle est la place du panarabisme dans les consciences et dans ces évolutions ?**

Il faut utiliser le terme « arabe » avec des guillemets. On peut qualifier cette région d'arabe au sens géopolitique de la Ligue des États arabes, au sens aussi où l'arabe y est la langue officielle, bien que pas toujours exclusivement. Le Maroc et l'Algérie, en particulier, sont arabo-amazighs. Le panarabisme, autrement dit le nationalisme arabe, a été l'idéologie dominante dans le mouvement de masse à l'échelle régionale durant la période des années 1950 et 1960. En même temps, ce nationalisme représentait une aspiration à une unité à la façon des grandes unifications européennes bourgeoises, par le haut, majoritairement cristallisée autour de la personne du président égyptien Nasser. La défaite du mouvement nationaliste arabe s'est accompagnée d'un reflux de l'idéologie « nationalitaire ». Aujourd'hui, le fait que le mouvement de contestation se soit répandu comme une traînée de poudre dans la zone arabophone bordée par le Sahara, l'Iran et la Turquie, ne peut être expliqué que par les liens créés par cette communauté culturelle, linguistique et historique. La chaîne satellitaire Al-Jazeera y a fortement contribué, de même, bien sûr, que la communication électronique. Une nouvelle conscience régionale est en train d'émerger, qui n'est plus l'aspiration à une unité par le sommet, par la dictature, mais une aspiration beaucoup plus démocratique à une unité à la base. Plutôt que les modèles européens des siècles passés, c'est le modèle confédéral et démocratique de l'Union européenne actuelle (hormis son contenu social, bien sûr) qui correspond

mieux à ce que peuvent souhaiter les jeunes d'aujourd'hui. Les tentatives concrètes d'unification qui ont eu lieu jusqu'ici dans le monde arabe ont pris le visage auquel on peut s'attendre lorsqu'il s'agit de l'union entre des régimes dictatoriaux. Elles étaient soit vouées à éclater, par échec de la mainmise d'un pays sur l'autre comme l'union syro-égyptienne de 1958, soit dénuées de consistance comme l'Union du Maghreb arabe de 1989. Aujourd'hui, il y a la conscience qu'avant d'en venir à l'unification, il faut opérer de profonds changements démocratiques dans les pays concernés.

**Où en sont les révolutions arabes et quelles sont leurs perspectives ?**

Le point sur lequel il existe le plus large consensus est que les choses en sont à leur tout début. Même dans les deux pays où des victoires ont été remportées, la Tunisie et l'Égypte, il y a autant sinon plus d'éléments de continuité avec l'ancien régime que de discontinuité. Ce qui a été renversé, c'est la partie visible de l'iceberg ; tout le reste est encore là, c'est-à-dire le gros de la classe dominante et des appareils du pouvoir. C'est bien pourquoi le combat continue, comme en Égypte la mobilisation contre le conseil militaire qui a assumé le pouvoir depuis le départ de Moubarak. La formulation la plus appropriée pour décrire ce qui se passe dans la région est « processus révolutionnaire », plutôt que « révolution » au sens d'un processus accompli. Déclenché par les événements de décembre 2010 en Tunisie et poursuivi en Égypte, le processus révolutionnaire est en cours à l'échelle régionale ; il n'en est qu'à son commencement. Il n'a pas encore remporté la victoire initiale au Bahreïn, au Yémen, en Libye et en Syrie – sans parler des autres pays où les manifestations n'ont pas encore réussi à prendre une grande ampleur – et il reste très largement inachevé en Tunisie et en Égypte. Les Égyptiens ont eu bien raison d'appeler leur révolution par la date

du début : la « révolution du 25 janvier ». Ils sont encore bien loin de la fin. Celle-ci est difficile à prévoir, car comme dans toute période de bouleversement révolutionnaire marquée par l'irruption des masses sur la scène politique, l'histoire s'accélère au point de donner le vertige. Cela dit, le retour à la case départ est exclu. On ne peut pas faire tourner la roue de l'histoire à l'envers. Le monde arabe est entré en 2011 dans une période de transition qui ouvre plusieurs possibilités comme tout processus révolutionnaire. La perspective la plus souhaitable à mon sens, c'est l'approfondissement et la consolidation des conquêtes démocratiques de manière à permettre de poursuivre la construction d'un mouvement ouvrier social et politique capable d'engager une nouvelle phase de radicalisation du processus, sur une base de classe. La principale perspective alternative aujourd'hui est la limitation de la transformation démocratique au profit de la continuité des régimes, au moyen de la cooptation des mouvements intégristes. C'est ce que les USA appellent la « transition dans l'ordre », pour laquelle ils ont maintenant établi des rapports officiels avec les Frères musulmans. Reste aussi, bien entendu, la perspective d'une phase d'instabilité prolongée avec ses conséquences économiques et sociales qui – comme au lendemain de la révolution de 1848 en France qui a débouché sur « le 18 Brumaire de Louis Bonaparte » – pourrait déboucher à terme sur un pouvoir autoritaire confisquant la révolution et ses acquis. On ne peut pas exclure une telle évolution. C'est pour cela qu'il est fondamental que la gauche sache se battre pour la démocratie politique, avec les alliances que ce combat implique, tout en considérant comme primordiale la construction du mouvement ouvrier indépendant tant sur le terrain syndical que politique.

**Propos recueillis par Yvan Lemaitre**



Suez, le 29 avril 2011. (PHOTO THÉQUE ROUGE/ROMAIN HINGANT)

# Maroc : guerre d'usure

Contrairement aux idées répandues dans les médias et malgré le référendum octroyé par le roi, il n'existe pas d'exception marocaine. La contestation y est incarnée par le Mouvement du 20 Février, de larges couches de la société se sont politisées et le processus de changement pourrait s'accélérer.

Le référendum du 1<sup>er</sup> juillet a avalisé un «oui» majoritaire (98%) avec un taux de participation officiel de 73%. Supposé confirmer «l'exception marocaine» et baliser la construction d'un État de droit, la nouvelle Constitution continue de consacrer le pouvoir absolu au-delà des changements d'écriture. Alors que le Premier ministre sera issu du parti majoritaire, le conseil des ministres restera présidé par le roi et les partis gouvernementaux, sans exception aucune, ont depuis longtemps été intégrés aux rouages du despotisme. Par ailleurs, les «élections» ne riment pas avec pluralisme social et politique réel, mais tiennent plutôt d'une façade démocratique. Certes, le roi n'est plus «sacré», il est juste, de par sa fonction, inviolable et ne peut rendre des comptes. C'est lui qui préside à la destinée du gouvernement, du Parlement et de la justice en même temps qu'il jouit de pouvoirs exclusifs sur le champ religieux et sur l'armée. C'est à lui que revient le pouvoir de présider le Conseil supérieur de sécurité et de nommer les ambassadeurs, les gouverneurs et walis, le directeur de la Banque du Maroc et les directeurs des entreprises dites stratégiques. En d'autres termes, au sein du gouvernement, le roi est en liaison directe avec le ministère des Affaires islamiques, le département de l'Armée, le ministère des Affaires étrangères, de la Justice et celui de l'Intérieur.

## PARODIE DE DÉMOCRATIE

Il n'y a pas même l'ombre d'une «réformette», tout juste un maquillage sémantique. Les dispositions qui annonçaient le non-cumul des fonctions politiques et des activités commerciales ont été supprimées en catimini la veille du référendum. La campagne référendaire illustre la méthode du pouvoir : limitée à dix jours, elle a mobilisé l'ensemble de l'appareil d'État, les réseaux clientélistes, les associations professionnelles, les médias publics et privés, les mosquées pour imposer le «oui», sans possibilité d'expression des positions de boycott ou même du non. Le jour même du référendum, les pratiques d'un autre âge ont refait leur apparition : achat massif des voix, déplacement forcé dans les campagnes pour aller voter, promesse d'embauche, urnes non fermées, listes électorales fabriquées sur mesure... Et malgré cela, le taux de participation réel est inférieur à 45% et, en se basant sur les éléments fournis par le ministère de l'Intérieur lui-même, le «oui» en réalité ne dépasse pas 43%. C'est une grande majorité qui n'est pas allée voter ! Ce qui n'a pas empêché un Juppé d'affirmer que «Les Marocains avaient pris une décision claire et historique à l'occasion d'une campagne référendaire transparente» qui, de plus, se serait déroulée «dans le respect des règles démocratiques» et un Sarkozy de louer les «avancées capitales» en

termes de séparation de pouvoirs. L'opposition avait appelé au boycott et dénoncé le caractère plébiscitaire du référendum.

## LA MONARCHIE CONTESTÉE

La «victoire» du oui ne correspond pas aux dynamiques réelles qui marquent une polarisation sociale et démocratique. Bien plus, elle aboutit à l'effet inverse de celui souhaité par le pouvoir. Loin de légitimer la monarchie, le processus référendaire et son résultat la mettent au centre de la contestation. La démonstration est faite que le pouvoir est incapable de se réformer ou d'opérer des concessions réelles. Le choix de la monarchie de s'impliquer activement en appelant à voter oui et de faire adopter une Constitution octroyée, taillée à sa mesure, tend à déplacer le centre de gravité de la contestation politique vers le palais et non plus seulement sur son entourage et les cercles proches. De nombreux slogans repris massivement dénoncent la mainmise absolue de la monarchie, les termes de «révolution», de «masses révolutionnaires» ou l'exigence de faire tomber le régime font leur chemin. Les manifestations massives le lendemain du référendum montrent aussi que le résultat n'a pas abouti à une démobilité. Il y a même eu un afflux de nouveaux manifestants tant l'affront et l'arrogance des tenants du pouvoir étaient caricaturaux. La nouvelle tactique du pouvoir, pour éviter une condamnation internationale est d'appuyer la formation de quasi-milices destinées à provoquer, intimider et menacer les manifestants en les faisant apparaître comme de simples citoyens attachés à la stabilité et aux constantes du royaume. Ce qui ne l'a pas empêché de réprimer violemment après le référendum le soulèvement des habitants de la ville minière de Khouribga et de sa région, auxquels on avait promis un emploi en échange de leur vote... et qui n'ont vu que des postes attribués au compte-goutte et par clientélisme.

La situation politique reste imprévisible. Le Mouvement du 20 Février (M20F), dès sa lancée, s'est tenu à un socle de revendications immédiates dont la portée est contradictoire avec les structures de domination de la monarchie. Il revendique une Constitution démocratique, la dissolution du Parlement, la démission du gouvernement, une justice indépendante, la libération des prisonniers politiques, la fin de l'impunité pour les auteurs de la répression et de la dilapidation des richesses publiques, la fin de la corruption, la reconnaissance de la langue amazighe comme langue nationale et constitutionnelle, l'intégration immédiate des chômeurs dans la fonction publique, l'augmentation du Smic et la baisse du coût de la vie, l'amélioration des services publics et la garantie de leur accès aux citoyens par une reconnaissance effective de l'ensemble de leurs droits etc. Le pouvoir n'a pu ni diviser, ni récupérer, ni affaiblir la contestation populaire qui s'est largement enracinée. La guerre d'usure menée a permis d'éviter un affrontement central combinant répression de masse et radicalisation politique ; mais elle n'a pu éteindre le réveil social et démocratique qui mobilise des centaines de milliers de personnes. Le mouvement démocratique, soutenu par un large front, a pu coaguler une large base populaire et se bâtir une légitimité réelle sans toutefois être en mesure d'opérer un saut qualitatif. Cette situation instable donne lieu à une partie d'échec imprévisible. Pour le pouvoir, l'enjeu principal est d'éviter une dynamique de radicalisation qui, compte tenu des formes prises par la contestation, le confronterait à un soulèvement généralisé et national, et rendrait, quel que soit le niveau de répression, la situation ingouvernable. Cette hypothèse

qui dévoilerait au grand jour la faiblesse stratégique de la monarchie représente pour les dominants un véritable cauchemar. Cette possibilité dépend, en dernière analyse, du positionnement du M20F et de la capacité du courant démocratique radical et révolutionnaire à faire émerger en son sein un positionnement plus radical. En effet, l'enjeu est bien d'élargir la base sociale de la lutte en articulant plus étroitement les questions démocratiques et les questions sociales, en intégrant d'une manière plus organique les mouvements sociaux dans le combat actuel, mais aussi en rendant possible la jonction avec le mouvement ouvrier et syndical y compris en dépassant les limites imposées par les bureaucraties. Au-delà de cette politique d'accumulation des forces, la bataille pour en finir avec la tyrannie nécessitera d'aller au-delà des manifestations hebdomadaires, vers la combinaison de plusieurs formes de luttes permettant le blocage de l'espace public et des secteurs économiques qui sont accaparés par le pouvoir. Elle impliquera une maturation politique du mouvement y compris de ses formes d'organisation pour s'implanter dans les quartiers populaires. Une évolution dans ce sens commence à être portée. Ainsi le mouvement des habitants de bidonvilles a rejoint

le M20F, dans un certain nombre de coordinations locales, la question de structurer des comités d'action dans les quartiers est discutée et adoptée, les expériences partielles d'occupation permanente de l'espace public commencent à être débattues.

## ACCÉLÉRATION

S'il est difficile de faire un quelconque pronostic sur les rythmes de la confrontation à venir, le processus actuel a permis de politiser de larges couches de la société et les nouvelles générations. L'incapacité organique du pouvoir à répondre, même de manière limitée, aux aspirations sociales et démocratiques les plus élémentaires, dans un contexte de crise profonde du capitalisme dépendant et de la «façade démocratique» réduisent en réalité les marges de manœuvre du pouvoir, même s'il peut gagner du temps de façon conjoncturelle. L'acquis principal du mouvement est sa capacité à renouer avec l'action collective et directe, d'affirmer son refus des manœuvres du pouvoir, de dépasser la peur et de s'adresser largement au peuple. Tout cela forme les ingrédients d'une accélération possible dans les semaines à venir.

Lotfi Chawqui

## « Nous continuons le combat jusqu'à la victoire »

Ghali Benmoussa<sup>1</sup> est un jeune militant âgé de 21 ans, membre actif du mouvement du 20 Février à Hoceima.

### Comment le mouvement du 20 Février est-il né ?

L'idée est apparue au lendemain de la chute de Ben Ali et de la révolution tunisienne. Plusieurs groupes sur les réseaux sociaux appelaient à la création de ce mouvement au Maroc, car il nous semblait que des similitudes existaient et que la situation sociale et démocratique au Maroc était catastrophique. Le mouvement est donc né le 20 février avec des premières manifestations. Nous n'avons cessé de grossir depuis avec une centaine de comités dans les villes et les campagnes marocaines.

### Quelles sont les principales revendications du mouvement ?

Nous revendiquons la fin des privilèges, de la corruption et de la Hogra<sup>2</sup>. Nous exigeons la dissolution du Parlement, du gouvernement et la traduction en justice des pilliers. Nous souhaitons un Maroc nouveau avec une monarchie parlementaire où le roi règne mais ne gouverne pas, un Maroc avec plus de justice sociale, moins de chômage, avec des services publics gratuits et de qualité. Plus globalement, nous exprimons un ras-le-bol partagé par une majorité de la population contre la vie chère.

### Qui compose ce mouvement ?

Des jeunes, beaucoup de jeunes... Pour la plupart sans expérience politique, des indignés, des chômeurs, des étudiants, des travailleurs, des femmes. Pour la grande majorité : des Marocains sans engagement qui cherchent à améliorer les conditions de vie du plus grand nombre. Mais aussi, des partis

politiques allant de l'extrême gauche jusqu'aux islamistes d'Al Adl Wa Alihssane. Il existe aussi des associations des droits de l'homme, des droits des femmes, des syndicalistes etc. Un beau melting-pot qui fonctionne ensemble et qui avance sur des revendications claires et même si ce n'est pas tous les jours facile, nous continuons d'avancer ensemble.

### Existe-t-il véritablement une exception marocaine comme le prétendent les médias et les gouvernements occidentaux ?

Une exception ? (rires) Tout le monde ne le sait pas, mais au Maroc nous avons aussi eu des morts lors des manifestations comme Kamal Ammari mort à la suite des violences policières à Safi. Le Maroc a aussi ses martyrs, ses prisonniers politiques et ses persécutés. Par ailleurs, la répartition des richesses au Maroc est tellement inégalitaire que je ne vois pas où est l'exception. Non, cela fait partie de la propagande officielle du gouvernement marocain relayée par les gouvernements occidentaux complices, mais comme pour le soutien de Michèle Alliot-Marie à Ben Ali, attention ! Le retour de manivelle pourrait être brutal !

### Y a-t-il eu des victoires même partielles ?

Oui, le bilan du mouvement est très positif. La première chose, qui est en soi une victoire, c'est d'avoir réussi à créer un mouvement de masse étendu, d'avoir suscité des débats au sein de la population qui s'est mise à réfléchir, à élaborer, à rêver et à revendiquer, et rien que ça, c'est énorme ! Ensuite grâce à la pression

exercée par le mouvement, plusieurs luttes ont pu obtenir quelques victoires, comme l'augmentation des salaires des fonctionnaires, la baisse des prix de certains aliments. Ce n'est pas encore grand-chose mais nous continuerons à lutter et rien ne nous arrêtera, car aujourd'hui il y a deux choses fondamentales qui nous animent : la détermination et la dignité.

### Que pensez-vous du référendum de la victoire du oui à 98,5 % ?

Ce référendum est une mascarade. Depuis quand organise-t-on un référendum dix jours après le discours du roi, sans débat contradictoire, avec une propagande officielle des plus insupportables ? Nous avons été pour le boycott du scrutin, car cela ressemblait plus à un simulacre de démocratie qu'à autre chose. Les chiffres annoncés sont plus que contestables, plusieurs observateurs étrangers ont constaté des irrégularités. Et puis, pour un pays de 35 millions d'habitants, ne compter que 9 millions de prétendus votants c'est plutôt un échec, non ?

### Un dernier mot ?

Je tiens à vous remercier de votre soutien à notre lutte et à celle de tous les peuples opprimés dans le monde entier. Pour notre part, nous continuons le combat jusqu'à la victoire.

### Propos recueillis par Rafik Qnouch

1. Nom modifié à sa demande.  
2. Terme en arabe dialectal désignant une sorte de mépris exercé par le makhzen (serveurs de l'État).



6 RAISONS DE VIPERER M VI !

MAFFIEUX  
MALHONNÊTE  
MAGOUILLEUR  
MILLIARDAIRE  
MONARQUE  
MERCANTILE

respect des règles démocratiques» et un Sarkozy de louer les «avancées capitales» en

des centaines de milliers de personnes. Le mouvement démocratique, soutenu par un large front, a pu coaguler une large base populaire et se bâtir une légitimité réelle sans toutefois être en mesure d'opérer un saut qualitatif. Cette situation instable donne lieu à une partie d'échec imprévisible. Pour le pouvoir, l'enjeu principal est d'éviter une dynamique de radicalisation qui, compte tenu des formes prises par la contestation, le confronterait à un soulèvement généralisé et national, et rendrait, quel que soit le niveau de répression, la situation ingouvernable. Cette hypothèse

- FAULOUIR -

# L'automne algérien dans l'éclat du « printemps arabe »

Un lent processus de reconstruction politique est en cours en Algérie. Les révoltes populaires depuis le mois de janvier visent à un changement de régime et contestent indirectement la domination capitaliste sur le monde arabe. Mais en Algérie, la mobilisation est actuellement cantonnée au secteur public.

En observant ce qui agite la société algérienne depuis quelque temps, protestations en tous genres, grèves, marches, immolations et émeutes, beaucoup y verront les prémices d'une révolte à grande échelle ou encore une révolution, dans le sillage d'un « printemps arabe » en ébullition. D'autres, plus sceptiques, diront que « c'est du déjà vu ». Les révoltes qui secouent nos voisins ne nous concernent pas, la société algérienne est déjà passée par là sans grand résultat... Où en sommes-nous? Dans quelle mesure, les différentes franges de la société, dans des protestations récurrentes, depuis la révolte plus ancienne, l'automne 1988, et qui s'est muée entre-temps en une brèche toujours ouverte, sont-elles capables de s'organiser, de proposer des solutions, de construire une alternative, tout simplement de militer?

Les contestations politiques qui ont touché les pays de la région arabe ont incontestablement introduit un nouveau souffle et de nouvelles perspectives dans le carnet de route des militants et militantes pour la démocratie, les droits de l'homme, le combat anticapitaliste et la lutte des démunis d'Algérie et d'ailleurs. Ceux et celles qui n'ont jamais douté d'une révolution possible et nécessaire des peuples de cette région du monde pour sortir de leur sous-développement politique et social qui frise parfois l'archaïsme, pour instaurer les droits humains les plus élémentaires, sont confrontés à une dynamique qui ouvre une ère nouvelle. Cependant, ces soulèvements ont introduit une certaine méfiance et un doute quant à leur dimension révolutionnaire chez bon nombre de ces mêmes militants.

## UNE PORTÉE RÉVOLUTIONNAIRE

Le monde arabe serait secoué par un mouvement de révolte commandé, dirigé, guidé, télé-guidé par des pays occidentaux. Il serait loin d'être spontané. Selon cette thèse, assez répandue dans certains milieux politiques y compris de gauche, Internet et les réseaux sociaux comme Twitter ou Facebook alimenteraient les révoltes et participeraient de leur extension. L'intervention impérialiste en Libye, vécue en direct par les internautes, les parabolés et les facebookeurs du monde entier, est présentée comme la preuve de cette ingérence.

Au-delà de l'ingratitude vis-à-vis des luttes réelles, menées par les jeunes, les travailleurs, les chômeurs, les femmes, qui constituent les principales forces de ces révoltes, mais aussi de toutes les autres franges de la société, ce combat pour la liberté, contre un système politique qui a montré ses limites historiques reste légitime. Le débat est vite allé sur des terrains qui

ne nous aident pas à comprendre les contradictions inhérentes à toute révolte ou à tout processus révolutionnaire. Le fond du problème est certes lié aux enjeux politiques de l'Algérie, du Maghreb ou même du monde arabe, mais il va au-delà des complots supposés de la CIA pour déstabiliser les régimes arabes et pour reconfigurer le monde.

Ces révoltes populaires qui s'expriment d'une manière inégale, depuis janvier 2011, ont un caractère éminemment politique. Sur un fond de crise économique et sociale, les revendications visent explicitement les changements de régime, même si dans un premier temps ce sont les têtes qui sont directement ciblées. Elles ne sont pas explicitement dirigées contre le capitalisme ni expressément menées sous la bannière de la « lutte anti-impérialiste », comme ce fut le cas au cours de la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle, dans le sillage des luttes anticoloniales. Les mots d'ordre anti-impérialistes ne figuraient pas parmi ceux scandés par les manifestants tunisiens et égyptiens. Mais ces révoltes ciblaient des dictateurs amis et soutiens de ce même Occident capitaliste et impérialiste, notamment Ben Ali et Moubarak. Elles visaient des tyrans qui menaient des politiques économiques aux conséquences sociales désastreuses pour les populations locales, dictées par des institutions financières internationales aux mains des États-Unis et de l'Union européenne (Banque mondiale et FMI). Des dictateurs comme Moubarak qui était un allié fidèle d'Israël avec lequel il cogérait le blocus criminel du peuple palestinien de Gaza.

Pour ces raisons, ces révoltes populaires contestent indirectement la domination capitaliste et impérialiste sur le monde arabe. Mais le passage de cet implicite vers une contestation explicite et directe n'est évidemment pas automatique. Il ne peut être que le fruit d'une construction consciente et militante à l'intérieur de luttes politiques et sociales avec une dimension aléatoire avec laquelle il faut composer. Voilà pourquoi ces tergiversations « complotistes » peuvent être criminelles, politiquement parlant, pour le mouvement en cours. Elles créent un brouillard qui doit être rapidement dissipé pour un meilleur éclairage sur l'avenir.

## EN ALGÉRIE, LA LENTE MATURATION DU MOUVEMENT SOCIAL

Le capitalisme algérien fait face à une situation interne marquée par la coexistence de surplus inutilisés de capital financier et, en même temps, d'un surplus inemployé de force de travail. Le premier est issu d'une conjoncture énergétique mondiale favorable à l'économie

algérienne, centrée essentiellement sur la commercialisation et l'exportation des hydrocarbures. Le second est le résultat d'une combinaison de plusieurs facteurs : une démographie relativement importante avec son lot de jeunes sans travail dont beaucoup sont diplômés; un exode massif de population vers les centres urbains, notamment les grandes villes à l'image de la capitale Alger, Oran ou Annaba. Cet exode qui a ses origines dans la politique d'industrialisation engagée par le capitalisme algérien au lendemain de l'Indépendance est accentué et poussé à l'extrême par les déplacements de populations pendant les années de guerre islamiste dans une conjoncture de crise structurelle de ce même capitalisme et son pendant, le réajustement libéral.

Dans ces conditions, Bouteflika, à la tête d'une bureaucratie bourgeoise, s'autodésigna « Empereur » (*fakhamatouhou* - sa majesté en arabe) dès les premières années de son investiture. Il a réussi, dans un contexte de guerre civile larvée, à neutraliser d'une manière autoritaire tout mouvement politique alternatif, comme ce fut le cas pour la révolte populaire de 2001. Mais, comme il savait qu'il lui fallait aussi s'occuper du problème des surplus du capital et de main-d'œuvre, et afin d'assurer sa survie politique, il lança un vaste programme d'investissement dans les infrastructures, aussi bien dans les grandes villes qu'à l'échelle du territoire. La construction d'un axe autoroutier Est-Ouest, la consolidation des voies ferrées, la réalisation de lignes de métro et de tramway dans les grandes villes, les travaux d'aménagement urbain et de construction de logements, les grands travaux d'hydraulique avec le transfert d'eau sur grande distance dans le grand Sud ainsi que la construction de barrages et le dessalement d'eau de mer marquent le paysage algérien comme un signe du règne du « Bonaparte » Bouteflika.

Concrètement et objectivement, cette politique a pour but la résolution du problème d'écoulement des surplus du capital national en mettant sur pied un système qui prend une allure keynésienne, fondé sur une amélioration de l'infrastructure urbaine et territoriale et la construction immobilière financées par la dette publique. Mais cette absorption du surplus par la transformation urbaine possède des aspects encore plus sombres. Elle aigüise les contradictions sociales liées à la distribution de dividendes associée à cette politique. Elle affecte surtout ceux, nombreux, qui sont incapables de payer les prix exorbitants des logements et leur « droit à la ville », pour reprendre l'expression de David Harvey<sup>1</sup>.

Dans ce contexte de grande spéculation, une culture de rapine et de vol sur un fond de corruption s'est généralisée. Elle est devenue un caractère valorisant notamment chez les jeunes. La guerre civile n'a pas seulement créé une inertie ou une appréhension devant l'action politique. Elle a aussi engendré une clochardisation de la société et une activité informelle qui échappe à toute socialisation et à toute régulation. C'est dans ce contexte que l'émeute émerge comme seule action politique revendicative. Chaque personne se projetant comme un individu se met dans la posture de prendre sa part du gâteau.

Ce système peut fonctionner encore quelque temps, tant que les caisses du trésor public continuent d'être renflouées par les exportations énergétiques, entraînant une reconfiguration du paysage urbain et territorial mais aussi du paysage social et culturel. En absorbant les surplus financiers, ce système capte ainsi la grande spéculation, mais intègre aussi une partie de la demande toujours grandissante du « droit à la ville ». Mais ces contradictions

ne sont pas encore mûres : ceux d'en bas veulent encore et ceux d'en haut peuvent encore, peut-on dire. Voilà pourquoi la contagion de la fièvre du « printemps arabe » n'a pas eu lieu.

## REMONTÉE ET FRAGMENTATION DES LUTTES

Mais l'immaturité du mouvement social se mesure surtout sur le plan organisationnel, et notamment syndical. Sans coordination, les mille et une petites rébellions reflètent l'ampleur des protestations et leurs limites.

En Tunisie, c'est l'appel à des grèves générales régionales par les structures de l'UGTT dirigées par la gauche de la centrale qui a porté le coup fatal au pouvoir. En Égypte, le pays était pratiquement arrêté. Les transports ne fonctionnaient plus. Les derniers jours, les appels à la grève politique se sont multipliés et ont mobilisé. À Suez, l'usine de ciment, qui avait déjà cessé le travail en janvier 2009 pour s'opposer à l'exportation de sa production vers Israël, a déclenché une grève politique. Les travailleurs organisés étaient là.

En Algérie, les services de police et de sécurité ont dénombré près d'un millier de mouvements sociaux, grèves, marches, rassemblements, fermetures des routes...

À la tête de ces mouvements, quelques syndicats autonomes, des organisations étudiantes, des chômeurs et des militants politiques qui ont essayé de relayer une contestation violente et désorganisée. Dès janvier, des jeunes ont enclenché un mouvement de protestation à travers plusieurs villes. La majorité est sans emploi. Il y a aussi beaucoup de mineurs, des collégiens, des lycéens, mais aussi des jeunes travailleurs précaires. L'effet domino, suscité par les images de Tunis, n'est qu'un élément déclencheur dans une société où la précarité constitue déjà une poudrière.

Dès le mois de mars, les cheminots ont paralysé le trafic ferroviaire pendant plusieurs semaines pour demander la revalorisation de leurs salaires. Puis ce sont les gardes communaux durant le même mois qui ont investi la capitale pour manifester leur ras-le-bol, exigeant un statut particulier. Les travailleurs des collectivités locales, des travaux publics, les postiers ont eux aussi entamé un mouvement de grève pour se faire entendre. Il en est de même pour les médecins résidents dont la grève a duré plus de trois mois. Ils ont tenté d'organiser des marches à Alger, mais en vain. Leurs actions ont été réprimées par la police. Les sages-femmes ont lancé un préavis de grève illimitée. Plusieurs secteurs d'activité sont actuellement en ébullition.

Mais la protestation est toutefois menée en rangs dispersés et reste toujours limitée au secteur public. L'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), le principal syndicat national, n'a pas été à la hauteur des exigences du moment comme son homologue tunisien. Un équivalent alternatif n'existe pas encore. Le Mouvement culturel berbère (MCB) qui a cristallisé la protestation culturelle, démocratique et anti-islamiste n'existe plus. Le pluralisme syndical boiteux et la mythique « société civile » ou politique restent en deçà des nécessités de l'heure. La grève des étudiants qui a duré plus de deux mois a été la plus spectaculaire par la cohésion et l'énergie qu'elle a affichées d'une jeunesse qui n'a que l'émeute comme canal d'expression.

**Nadir Djermoune, le 12 juillet 2011**

1. David Harvey, *Géographie et capital*, éd. Syllepse, Paris 2010.



Paris, 18 février 2011. Rassemblement au pied de la fontaine des Innocents en soutien aux manifestations contre le régime algérien. (PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB)

# Libye: les tribulations du guide

Kadhafi, au pouvoir en Libye depuis 42 ans, a régulièrement changé d'idéologie: du panarabisme aux États-Unis d'Afrique, en passant par le soutien à différents groupes de diverses obédiences. L'intervention contre l'Irak et la crainte d'être le prochain sur la liste de Bush, le poussent à se rapprocher des pays occidentaux jusqu'à devenir le chien de garde de l'Europe contre les migrants. Son retour en grâce est pourtant de courte durée, et Sarkozy, affaibli par l'image catastrophique d'Alliot-Marie au moment des soulèvements en Tunisie, tente de se servir de l'intervention en Libye pour reprendre l'initiative.

L'intervention militaire de la France, et d'autres puissances, en Libye pourrait produire des résultats autres que ceux initialement escomptés. Le plus haut gradé de l'armée états-unienne, le chef d'état-major interarmées et amiral Michael Mullen, a admis le 25 juillet 2011 que l'Otan était actuellement «dans l'impasse» stratégique en Libye. Néanmoins, il a ajouté: «à long terme, je pense que la stratégie fonctionnera et permettra de chasser Kadhafi du pouvoir».

Nous sommes loin, en tout cas, de l'opération qui – selon Alain Juppé, en mars 2011 – devait durer «quelques jours ou quelques semaines, tout au plus, en aucun cas des mois». Aux dernières nouvelles, il n'était d'ailleurs plus vraiment assuré qu'elle finisse par conduire à la chute du régime de Muammar al-Kadhafi et à sa destruction. Le 20 juillet, le ministre français de la Défense, Gérard Longuet, a estimé devant des journalistes que «les rebelles [libyens] ne [pouvaient] pas aller jusqu'à Tripoli», n'ayant selon lui pas les forces nécessaires pour envisager une prise de pouvoir dans la capitale libyenne. Jusqu'ici, selon les planifications politico-militaires, ils étaient censés renverser le régime en place. Ainsi, il n'est pas improbable que l'on finisse par négocier une «solution» bricolée, pouvant arranger des caciques du régime et quelques dirigeants actuels de la rébellion (dont certains ont été d'anciens cadres du régime).

Les origines du régime de Kadhafi peuvent éclairer les événements actuels en Libye et ceux qui pourraient advenir.

## LES ORIGINES DU RÉGIME KADHAFISTE EN LIBYE

Le régime de Muammar al-Kadhafi peut être décrit, dans son fonctionnement réel, comme un régime clanique. Un régime à base familiale et tribale qui, sous couvert de «démocratie directe», tout en interdisant partis politiques, syndicats et toute organisation de tendances politiques et sociales, a constamment activé et entretenu des structures de type tribal et pré-étatique afin de leur déléguer des bribes de pouvoir local.

À la surface, ce même régime s'est successivement drapé dans différents habillages idéologiques. Mais l'orientation du moment ne dépendait pas de débats réels dans la société; elle résultait exclusivement de la dernière mode définie par le grand leader. Si, en théorie, depuis plusieurs années Kadhafi n'occupe plus «aucun poste de pouvoir» et n'est qu'une sorte de «chef charismatique», en réalité, aucune décision d'importance n'est prise sans son accord ou celui de sa famille. Une large partie du pouvoir est en quelque sorte «informelle», ne

déoulant d'aucune règle écrite, en l'absence de Constitution qui définirait (et limiterait en même temps) les rôles et pouvoirs des différents dirigeants.

Le colonel Kadhafi, alors âgé de 27 ans, est arrivé au pouvoir avec un groupe de jeunes officiers, le 1<sup>er</sup> septembre 1969. Ça ne fait donc que 42 ans qu'il est placé (de fait, non pas selon les apparences formelles) à la tête de l'État libyen. Dans un premier temps, il adopte le panarabisme, rêvant – après la mort du président égyptien Gamal Abdel Nasser, en 1970 – de prendre la succession de ce dernier comme principal leader arabe. Cependant, moqué par d'autres dirigeants de la région qui ne l'ont jamais pris très au sérieux, Kadhafi se tourne plus tard vers l'idée de créer «les États-Unis d'Afrique» sous sa direction. Bien que le projet n'ait pas abouti, Kadhafi continue souvent de prendre la posture du «héros de l'unification africaine».

Ayant distribué de l'argent à des pays nettement plus pauvres que le sien grâce aux pétrodollars libyens, il conserve une certaine popularité dans plusieurs pays d'Afrique subsaharienne. Néanmoins, en lieu et place de créer l'unité du continent, Kadhafi y a aussi fomenté des conflits armés. Il a, par ailleurs et toujours grâce à la rente pétrolière, financé de multiples mouvements et groupes activistes. Cela allait de groupes plus ou moins progressistes jusqu'à des fascistes, englobant des protagonistes aussi divers que l'IRA irlandaise ou l'aventurier politique allemand (d'extrême droite) Alfred Mechttersheimer. Dans ce dernier pays, Kadhafi avait même financé, à partir de 1987, un club local de hockey sur glace, dans la petite ville d'Iserlohn. L'unique condition étant que le club sportif en difficultés financières devait exposer le *Livre vert* de Kadhafi dans une vitrine. Il y explique sa doctrine politique, sorte de bouillie formée de généralités, de l'expression du rêve d'une société égalitaire basée sur des loyautés interpersonnelles (telles qu'elles existent dans une société tribale), et d'une pseudo-théorie sur les religions. Ainsi, le judaïsme serait l'équivalent – dans la sphère des religions – du féodalisme, le christianisme correspondrait au capitalisme et l'islam au socialisme. Le mélange bizarre formé par Kadhafi entre «islam» et prétention «socialiste» – interprétant les deux termes totalement à sa guise – le met très tôt en conflit avec des musulmans adeptes d'une théologie plus orthodoxe.

## KADHAFI, GENDARME DE L'IMPÉRIALISME EUROPÉEN EN AFRIQUE DU NORD

À partir de la fin des années 1980, le régime kadhafiste qui a été en conflit militaire avec



L'Aquila (Italie), 9 juillet 2009, sommet du G8. La Libye est intégrée dans les gouvernements civilisés (PETE SOUZA/MAISON BLANCHE)

la France pendant toute la décennie, les deux pays se disputant le contrôle du nord du Tchad, a été mis pour plusieurs années «au ban des nations» par les grandes puissances. Il lui était reproché d'avoir utilisé des moyens terroristes. Les épisodes les plus connus étant la bombe placée dans une discothèque fréquentée par des soldats US à Berlin-Ouest (avril 1986), qui fournit le prétexte à des raids aériens des États-Unis dirigés par Ronald Reagan sur les deux principales villes de Libye, Tripoli et Benghazi, et l'attentat contre un avion de ligne au-dessus de Lockerbie, en Écosse, en 1988.

La décennie 1990 est marquée par une régression économique de la Libye, pays a priori relativement riche (parce que peu peuplé, il compte aujourd'hui 6 millions d'habitants, et riche en hydrocarbures) mais durement frappé par l'embargo. La pénurie généralisée sert de prétexte à Kadhafi pour serrer la vis. Il fait alors instaurer des tribunaux censés imposer la Charia islamique – toujours interprétée selon Kadhafi, mais prévoyant en tout cas des châtiments corporels, punissant la consommation d'alcool etc. –, et il adopte une politique anti-immigrés. Jusque-là, la Libye accueillait des millions d'immigrés arabes et africains, permettant ainsi à sa population «autochtone» d'être largement épargnée de travaux manuels, faisant travailler des migrants grâce à l'argent du pétrole. Cette même situation permettait au régime de clamer la «fraternité arabe-africaine» dont il se réyait le leader. Mais pendant la décennie de régression, des mesures anti-immigrés sont prises. En 1995, Kadhafi annonce, par exemple, l'expulsion des 30 000 Palestiniens vivant en Libye. 5 000 d'entre eux sont effectivement chassés, certains naviguant sur des petits bateaux en Méditerranée pendant des semaines. En 2000, des quasi-pogroms éclatent contre des noirs. Ils émanent a priori de la population – sous la forme d'une révolte dévoyée contre la propagande du régime favorable aux mariages libyo-africains –, mais sont ensuite canalisés par le régime lui-même. Ces événements lui permettent de détourner une partie de la colère sociale.

En décembre 2003, Kadhafi annonce qu'il tourne le dos au terrorisme international, qu'il va indemniser les victimes de plusieurs attentats spectaculaires (Lockerbie 1988, explosion d'un avion français UTA en 1989 au-dessus du Niger), et qu'il renonce à l'acquisition d'armes nucléaires ou chimiques. Cela devait éviter qu'il soit «le prochain sur la liste» de l'administration Bush après le régime de Saddam Hussein. À partir de cette déclaration, les États-Unis et

la Grande-Bretagne acceptent que la Libye soit intégrée dans le concert des «gouvernements civilisés».

Ce sont surtout les puissances européennes qui par la suite misent beaucoup sur le pouvoir libyen. En dehors de la fourniture de pétrole et de gaz, c'est sa fonction de gendarme au sud de la Méditerranée contre des «flux migratoires» définis comme indésirables qui intéresse les gouvernements français, italiens ou autres. Le gouvernement italien (de droite et d'extrême droite) signe, le 12 août 2004, un accord avec

la Libye sur la «réadmission» de migrants africains, souvent enfermés par la suite dans des camps situés dans le désert libyen. Quelques semaines plus tard, le candidat italien au poste de commissaire européen à la Justice, Rocco Buttiglione, comment d'ailleurs une gaffe mémorable en parlant de «camps de concentration». Il se ravise pour évoquer devant la presse des «camps d'accueil humanitaire»... La coopération est renforcée après une visite de Silvio Berlusconi à Benghazi, fin août 2008, à la veille des fêtes pour les 40 ans du pouvoir kadhafiste.

## LES PRINCIPAUX MOTIFS DE L'INTERVENTION MILITAIRE

Qu'est-ce qui a motivé, alors, l'intervention militaire en cours?

L'initiative principale émanant du président français Nicolas Sarkozy – alors que les dirigeants états-uniens étaient plus sceptiques –, on peut raisonnablement penser qu'il s'agissait avant tout de gommer le désastre de la politique internationale française face au «printemps arabe». Cela faisait suite aux «malheurs» politiques de la ministre des Affaires étrangères Michèle Alliot-Marie, prise la main dans le sac en offrant le «savoir-faire policier français» à la dictature tunisienne (11 janvier 2011), après avoir profité personnellement des largesses de l'oligarchie de Tunis. Le compagnon de l'ex-ministre, Patrick Ollier, était d'ailleurs connu pour être l'un des principaux lobbyistes français du régime libyen, au moins depuis l'année 2000. Face au risque d'être identifié, dans toute la région, à des régimes contestés et (pour certains) renversés, le pouvoir français a voulu reprendre l'initiative de façon spectaculaire. L'issue n'en est pas moins, aujourd'hui, très incertaine.

Berthold du Ryon



# Syrie : dynamique populaire et contradictions régionales

Servant de base arrière à la résistance libanaise, le régime syrien se croyait à l'abri de la contagion des révolutions en Tunisie et en Égypte. Mais un mouvement de révolte a débuté le 18 mars qui a donné lieu à une répression féroce de la part de Bachar al-Assad.

Le régime syrien se croyait à l'abri des tempêtes révolutionnaires. Jouant sur la fibre nationaliste arabe, comptant s'appuyer sur les gains d'une politique fortement opposée aux États occidentaux depuis le début des années 2000, accueillant sur son territoire même la majorité des directions politiques palestiniennes et, ayant offert, depuis la fin des années 1990, une base arrière à la résistance libanaise contre l'occupation israélienne, il pensait donc pouvoir quelque peu échapper aux vents de la dynamique arabe née en Tunisie. Le régime syrien n'avait cependant pas saisi une chose : mener une politique étrangère en accord avec les sentiments manifestes de son opinion publique ne suffit pas. La répression à l'œuvre, massive et continue, et qui s'est traduite par près de 2000 morts, des centaines de blessés et des arrestations massives depuis la mi-mars, témoigne ainsi de la brutalité d'un régime qui, incapable de mener les réformes qu'il avait lui-même annoncées afin de prévenir le mouvement de contestation, se réfugie désormais dans une fuite en avant sécuritaire. Dès la mi-février, des manifestations sporadiques parcouraient les rues de la capitale, Damas. Incapable de juguler le flot d'images transmises par les chaînes satellitaires arabes et par les réseaux sociaux – YouTube, Facebook – retransmettant les soulèvements tunisiens, égyptiens, libyens et bahreïnais depuis la mi-janvier, le gouvernement syrien se retrouve ainsi confronté, depuis le 18 mars, à une insurrection populaire partie des villes de Banyas, sur la côte méditerranéenne, et de Denia, au Sud. Le soulèvement révèle l'envers du décor syrien : autoritaire et emprunt de népotisme, avec des inégalités sociales criantes, le système était en réalité déjà miné de l'intérieur. Les discours du président Bachar al-Assad, tournant tous autour de la thématique de la réforme, semblent ne plus avoir de prise sur la population. Certes, il promet encore, le 20 juin 2011, des réformes constitutionnelles et politiques, mais comme en Tunisie et en Égypte, ce ne sont plus des réformes que les manifestants demandent, mais bien la « chute du régime ».

## UN SYSTÈME RÉPRESSIF ET INÉGALITAIRE

Dirigée par le parti Baath, dotée d'une opposition légale de façade, la Syrie se caractérise d'abord, depuis le début des années 1970, par la mainmise de la minorité confessionnelle alaouite<sup>1</sup> sur les appareils d'État et de sécurité, représentant près de 10% de la population syrienne. La frustration de la communauté musulmane sunnite, majoritaire en Syrie, mais ayant été écartée du pouvoir politique, pèse ainsi de tout son poids dans le mouvement de contestation actuelle. Le souvenir des massacres de Hama, en 1982, la répression exercée à l'époque contre le soulèvement des Frères musulmans dans plusieurs villes du pays, contraste ainsi fortement avec



l'image d'un régime entendant se présenter comme non confessionnel. D'où le discours actuel du régime, se posant comme dernier garant des droits sociaux et culturels des minorités confessionnelles alaouites, chrétiennes, tcherkesses et chiites, et agitant le spectre d'un danger islamiste en Syrie. Si le mouvement de contestation actuel se défend de toute politique confessionnelle et semble effectivement refuser l'idée d'un affrontement communautaire, les derniers incidents survenus à Homs à la mi-juillet entre manifestants alaouites et sunnites ne cessent pas d'inquiéter : l'hypothèse que la dictature joue la carte de l'affrontement confessionnel pour entraver le mouvement de contestation n'est plus à exclure.

Si le système syrien se caractérise ainsi par une structure communautaire du pouvoir, il est également, depuis le début des années 2000, un système de plus en plus inégalitaire socialement. La révolte syrienne est d'abord une révolte des provinces. Dès la mi-mars, l'épicentre de la contestation se situe dans les villes de Deraa et de Banyas. Ironiquement, le régime syrien souffre aujourd'hui d'un mouvement de révolte qui est pourtant à son origine. Dans les années 1950 et 1960, la paysannerie et la petite bourgeoisie des provinces voyaient alors le parti Baath comme un moyen de promotion sociale, face aux élites féodales. Le coup d'État baathiste de 1963 ressemble ainsi à une conquête du pouvoir central par les périphéries

– qu'elles soient alors confessionnelles et alaouites, ou géographiques – face aux grandes familles sunnites commerçantes de Damas, Alep et Homs. Mais paradoxalement, au fur et à mesure des années, le régime semble avoir en un sens oublié ses origines sociales et géographiques, et les mêmes zones qui avaient donné au Baath une partie de sa base sociale et politique se sont révélées, année après année, être de plus en plus délaissées.

Au cours des années 1980, sous le coup des premières réformes libérales, la présence de l'État décline dans les régions périphériques, au niveau administratif et politique. Le fossé entre centre et périphérie se creuse d'autant plus sous la présidence de Bachar al-Assad à partir des années 2000 lorsque les réformes annoncées alors par le jeune président sont pour l'essentiel libérales : l'ouverture politique attendra. Ouverture du marché syrien à la compétition, privatisation de certains secteurs clés de l'économie : progressivement, en même temps que se creusaient les inégalités sociales, le pays faisait face à un écart croissant de richesse entre les régions provinciales et périphériques, et la capitale, Damas.

En ce sens, le soulèvement syrien fait bien office de revanche pour les provinces subalternes. Massif, le mouvement populaire syrien semble cependant encore buter sur les villes de Damas et Alep, sans lesquelles le régime ne pourra pas chuter. En effet, c'est encore là que se concentrent les dernières élites commerçantes liées au régime. Terrorisées par la peur du vide et d'un éclatement communautaire sur le modèle irakien, les communautés chrétiennes semblent elle aussi pour le moment préférer l'expectative à la participation au soulèvement.

Une réunion de l'opposition syrienne s'est tenue le 16 juillet 2011 en Turquie. Mais elle semble pour l'essentiel composée d'anciens opposants en exil. Une certaine déconnexion se fait ainsi sentir entre d'une part, un mouvement populaire faisant directement face à la répression et s'organisant pour l'essentiel via les réseaux sociaux, ou, depuis quelque temps, par l'apparition de quelques comités populaires, et une opposition politique disparate, composée

de Frères musulmans, de forces de gauche et de quelques nationalistes arabes d'obédience nassérienne, mais n'ayant plus, depuis des années, une réelle assise de masse à l'intérieur du pays. Contrairement à la Tunisie ou à l'Égypte où la contestation des dictatures pouvaient alors passer par des réseaux syndicaux et associatifs et où une certaine opposition politique réussissait péniblement à s'organiser à l'intérieur même du pays, le régime syrien avait réussi, après les terribles périodes répressives des années 1970 et 1980, à littéralement juguler toute forme de voix discordantes.

## LES EFFETS CONTRADICTOIRES DU SOULÈVEMENT SYRIEN

Contrairement aux révolutions égyptiennes et tunisiennes, le soulèvement syrien fait l'objet d'un débat très contradictoire dans le monde arabe. Le régime n'apparaissait en effet pas comme organiquement lié aux puissances occidentales. Tout l'art du régime syrien consistait alors à justifier en interne l'état d'urgence permanent par sa position stratégique au Moyen-Orient et par son opposition, réelle ou supposée, à l'État israélien. Il est vrai que les effets de la crise syrienne sont contradictoires. Au Liban, elle profite pour l'instant aux forces du 14 mars. Constitué après l'assassinat du Premier ministre Rafiq Hariri le 14 février 2005, organiquement lié à l'Arabie saoudite et de tendance pro-occidentale, le bloc du 14 mars, ayant depuis le mois de janvier 2011 perdu la mainmise sur le gouvernement au profit de son adversaire principal, le Hezbollah, voit d'un bon œil le soulèvement syrien, à-même, selon lui, d'affaiblir définitivement le principal mouvement de résistance régional à Israël. De la même manière, les principales formations palestiniennes, du Hamas au Fatah, en passant par la gauche du FPLP, s'abstiennent pour le moment de soutenir les manifestants syriens, sans prendre position en faveur du régime de Bachar al-Assad. Que ce soit donc du côté de la résistance palestinienne ou de la résistance libanaise, une peur subsiste : que la chute du régime entraîne un affaiblissement structurel de leurs propres bases, et qu'une direction pro-occidentale s'installe ainsi au pouvoir en Syrie. Si cette peur peut être légitime et peut être entendue, il s'agit donc pour les mouvements de solidarité avec les peuples arabes – et dans le monde arabe – de se battre sur deux fronts. Le

**Les inégalités sociales se creusaient en même temps que le fossé entre la périphérie et la capitale.**

premier, bien sûr, est celui de l'absolu soutien aux revendications populaires : si celles-ci demandent la chute du régime, en Tunisie comme en Syrie, alors le régime doit tomber. Nulle justification ne peut être trouvée à une politique répressive, condamnant son propre peuple. Mais en parallèle, il s'agit aussi d'être vigilant et de se battre pour que ces revendications ne soient pas dévoyées, à la manière du conflit libyen, par lequel un mouvement révolutionnaire a été transformé, par un formidable tour de passe-passe, en une intervention militaire occidentale. La clé de la réussite des révolutions arabes, particulièrement en Syrie, pays qui eut historiquement une fonction pivot dans l'équation régionale moyen-orientale, ne tient pas seulement à l'aboutissement de ses revendications démocratiques : elle dépendra aussi de sa capacité à résister, à l'avenir, aux tentatives néocoloniales de la récupérer.

**Correspondant (Liban)**

1. Les alaouites sont une communauté religieuse issue de l'islam chiite.



Paris, 23 mars 2011. Rassemblement de soutien au peuple syrien. (MARCO)

# Bahreïn, Oman, Yémen, Jordanie

Lorsque les révolutions ont éclaté, la plupart des monarchies du Golfe ont pu acheter provisoirement la paix sociale grâce à la richesse qu'elles tirent du pétrole. Mais cette possibilité n'existait pas à Bahreïn où les ressources en hydrocarbures s'épuisent. Pendant quatre semaines, la place de la Perle au cœur de la capitale est devenue le centre de la contestation qui a donné lieu à une répression sans merci. À Oman, des mouvements sociaux et démocratiques ont éclaté dès le 17 janvier et, en mars, les travailleurs du pétrole ont déclenché une grève. L'armée a investi la ville de Sohar interrompant très provisoirement le mouvement. La Jordanie a connu plusieurs mois de manifestations qui ont débouché sur un changement de Premier ministre et des réformes. Ce qui n'a pas empêché une manifestation massive le 15 juillet. Au Yémen, pays pauvre de la région et principalement agricole, le mouvement a commencé dès le 16 janvier et, le 27, des dizaines de milliers de manifestants demandaient le départ du président Saleh au pouvoir depuis 33 ans. Le 16 juillet, les forces de l'opposition ont créé un Conseil de transition pour construire l'alternative à Saleh qui, blessé, s'est réfugié en Arabie saoudite mais annonce régulièrement son retour.

L'épicentre du mouvement de révolte dans la région du Golfe arabo-persique était situé dans l'État insulaire du Bahreïn. Les premières manifestations y ont commencé le 14 février 2011, trois jours après la démission forcée du président égyptien Hosni Moubarak. Au moment des révoltes de masse dans d'autres pays arabes, les monarchies du Golfe ont pu déverser de très fortes sommes d'argent pour « acheter » temporairement la paix sociale, ces dépenses étant toutefois toujours accompagnées de mesures de répression. Ainsi le roi d'Arabie saoudite a-t-il augmenté, fin février et mi-mars 2011, les dépenses publiques de 67 milliards de dollars ; en faveur de besoins sociaux par exemple le logement, mais aussi pour renforcer la police, l'armée et la « police des mœurs ». L'émirat du Koweït a fait offrir, fin janvier 2011, une somme d'environ 3500 dollars à titre de « cadeau » à chaque ménage koweïtien (à l'exclusion des habitants n'ayant pas la nationalité koweïtienne qui représentent 70% de la population totale de ce pays riche en pétrole mais ne comptant qu'un million de sujets-citoyens). Pendant un an, les aliments de base ont été rendus gratuits pour ces mêmes ménages. Ce qui n'a pas empêché des milliers de jeunes Koweïtiens de manifester à plusieurs reprises, le 8 mars, puis fin mai et début juin 2011.

## BARHEÏN, UNE TERRIBLE RÉPRESSION

Au Bahreïn, la situation est très différente. Ici, les ressources pétrolières sont déjà sur le point de se tarir. Par ailleurs, 70% de la population appartient à la confession chiite, alors que la monarchie régnante (au pouvoir depuis 1783) est sunnite. Sur le plan social, des sunnites – originaires du Bahreïn ou encore d'autres pays de la région – sont systématiquement favorisés, notamment sur le plan de l'emploi. Le clivage principal au sein de la société n'est ainsi pas de nature théologique, mais la différence d'appartenance religieuse débouche sur une discrimination sociale, matérielle. Des membres de la population chiite participaient aux protestations avec des sunnites progressistes (le parti Alliance démocratique nationale, notamment). La confédération des syndicats, la General Federation for Bahrain Trade Unions (GFBTU, dirigée par Salman Jaffar Al-Mahfoodh), soutenait également le mouvement de protestation, dont une partie demandait des « réformes » politiques et sociales alors qu'une autre allait jusqu'à mettre en question

ouvertement la monarchie.

Après quatre semaines de manifestations et rassemblements incessants, dont le centre était la désormais célèbre place de la Perle de la capitale Manama, le pouvoir décide de mater la révolte par la répression. Le 14 mars, des troupes du Conseil de coopération du Golfe (réunissant six monarchies conservatrices et réactionnaires), surtout d'Arabie saoudite, entrent à Bahreïn sur demande du pouvoir royal. Ce dernier décrète l'état d'urgence à partir du 15 mars, et fait évacuer la place de la Perle, le 16 mars. Le fameux monument d'une hauteur de cent mètres, au bout duquel se trouvait une boule représentant une perle, fut d'ailleurs détruit par des bulldozers, le 18 mars : il fallait surtout ne laisser aucune trace de la rébellion de masse ! Dans un pays qui compte 1,2 million d'habitants (dont 650 000 de nationaux), les manifestations dans la capitale s'étiraient, quelques jours plus tôt, sur plus de trois kilomètres de long.

Depuis, c'est une répression terrible. 24 manifestants ont été tués pendant les mois de février et mars (dont vingt dans la rue, et quatre probablement sous la torture). 2 000 personnes ont été licenciées, après le 15 mars, pour avoir participé aux rassemblements de protestations. Le 19 mai dernier, neuf opposants ont été condamnés à vingt ans de prison, puis huit autres – le 22 juin – à la prison à vie. Des dizaines de médecins et infirmières ont été traduits en justice, pour avoir soigné des manifestants blessés et « exagéré leurs blessures face aux médias internationaux ».

Mais le 1<sup>er</sup> juin, le roi a officiellement levé l'état d'urgence, mesure qui fut tout de suite suivie de tentatives de manifester (vite étouffées). Le 2 juillet, la monarchie a ouvert un « dialogue national » auquel le plus grand parti d'opposition chiite (le Bloc Wefaq) a d'abord participé. Or, le 17 juillet, ce parti, revendiquant des réformes politiques, s'est retiré de ce pseudo-dialogue. L'avant-veille, plusieurs dizaines de milliers de partisans de l'opposition avait de nouveau manifesté à Manama.

## OMAN, GRÈVE DES PÉTROLIERS

Un autre pays du Golfe, le sultanat d'Oman (qui compte environ trois millions d'habitants), a connu de forts mouvements sociaux et démocratiques, à partir du 17 janvier 2011. Les mobilisations (grèves et sit-in) ont surtout concerné la fonction publique et les sociétés nationales. Elles ont été accompagnées de rassemblements et sit-ins de plusieurs centaines

de chômeurs et d'intellectuels – manifestant pour l'emploi et pour les libertés d'expression et d'information et contre la corruption dans plusieurs villes – et, du 15 au 20 mars, la première grève de travailleurs du pétrole est déclenchée dans le Golfe pendant le « printemps arabe ». L'armée a fini par investir la ville de Sohar, épicentre industriel de la contestation qui s'est provisoirement interrompue. À la suite de procès où des manifestants ont été condamnés à de lourdes peines d'emprisonnement, les manifestations pour exiger leur libération ont repris en juillet, vite réprimées. Les concessions obtenues (salaire minimum mensuel porté de 364 à 520 dollars, instauration d'une allocation de chômage de 390 dollars mensuels, remaniement ministériel, annonce de la création de milliers d'emplois dans le public et le privé, distribution de terres constructibles aux foyers, annonce d'une féminisation relative de l'assemblée consultative qui serait dotée de pouvoirs législatifs et dont le renouvellement est prévu à l'automne, etc.) ne sont toutefois pas parvenues à endiguer la révolte des travailleurs du privé exigeant d'être traités à égalité avec ceux du public ou des chômeurs oubliés des mesures.

## JORDANIE, DES RÉFORMES INSUFFISANTES

La Jordanie, pays voisin d'Israël, de la Syrie et de l'Irak, compte environ 6,5 millions d'habitants. Son pouvoir monarchique est étroitement lié aux États-Unis. Notons que le Conseil de coopération du Golfe a décidé de s'étendre à la fois à la Jordanie et au Maroc ; deux pays situés loin du Golfe arabo-persique, mais qui partagent cette caractéristique d'être gouvernés par des monarchies conservatrices.

Le pays a connu pendant plusieurs mois des manifestations massives. Elles ont commencé, le 16 janvier 2011, dans la capitale Amman, rassemblant plusieurs milliers de personnes venant de trois pôles politiques : la gauche, les syndicats et le Parti d'action islamique (proche des Frères musulmans). À partir de la mi-mai, ces différentes forces ont d'ailleurs formé un Front national pour la réforme, une sorte de coordination commune.

À plusieurs reprises, le 15 février (en journée) puis dans la nuit du 24 au 25 mars 2011 à Amman, des rassemblements et campements d'opposants ont été attaqués par des nervis pro-régime en civil. À l'instar des attaques des « baltagyas » en Égypte, ou plus récemment des milices de civils pro-pouvoir au Maroc.

Le pouvoir monarchique a changé de Premier ministre et de gouvernement, le 1<sup>er</sup> février, mais a nettement refusé au cours des semaines suivantes les revendications de réformes politiques de l'opposition (dissolution du Parlement et système de vote plus démocratique). Le 13 juin, un convoi de voitures du roi Abdallah II a été attaqué à Tafleeh, à environ 150 km au sud de la capitale Amman, par une soixantaine de jeunes jetant des pierres et des projectiles. Récemment, le 15 juillet, une nouvelle manifestation massive a eu lieu à Amman, au cours de laquelle au moins dix-sept personnes (dont neuf journalistes) ont été blessées.

## YÉMEN, SALEH RÉSISTE

La situation au Yémen est différente, dans la mesure où le mouvement ouvrier est extrêmement faible dans ce pays le plus pauvre de tout le monde arabe, et encore largement agricole. L'agriculture représente 75% de la population active, mais seulement 10% du PIB ; alors que les ressources pétrolières, en voie de s'épuiser,

procurent un quart des recettes du pays mais 70% des finances du gouvernement. Le pays compte par ailleurs l'une des populations les plus jeunes du monde, avec un âge moyen de 24 ans.

Au Yémen, la première mobilisation « pour des réformes » a commencé le 16 janvier 2011, au surlendemain du renversement de Ben Ali, en Tunisie, avec deux rassemblements successifs sur le campus de l'université de la capitale Sanaa. Ils étaient suivis, le 20 janvier, par un premier rassemblement dans la ville de Taëz. Mais c'est surtout l'arrestation, dans la nuit du 22 au 23 janvier, de la journaliste et militante Tawakel Karman qui a déclenché les protestations. Madame Karman, membre de la direction du parti Islah (« Réforme », de tendance islamiste modérée), anime par ailleurs une association, Journalistes sans chaînes, qui lutte pour la liberté de la presse. Elle avait été la principale animatrice d'un rassemblement « de solidarité avec le peuple tunisien ». Environ 200 journalistes ont manifesté, le 23 janvier, pour la libération de leur collègue (qui a d'ailleurs été relâchée le lendemain).

Dès lors, le processus était déclenché. Le 27 janvier 2011, pour la première fois, ils étaient des dizaines de milliers à se rassembler à Sanaa contre le régime du président Ali Abdallah Saleh. Au pouvoir depuis juillet 1978 – 33 ans ! –, ce dernier s'appuyait jusqu'ici sur les structures tribales, encore extrêmement puissantes ; les tribus soutiennent financièrement leurs membres en cas de maladie ou incapacité de travail, aucune protection sociale publique n'existant dans ces domaines. Par ailleurs, le régime était soutenu par les États-Unis puisque le président Saleh agitait le chiffon rouge de la présence d'Al-Qaïda dans le pays ; même si l'administration américaine se méfiait de lui et était convaincue que Saleh jouait un jeu tactique avec cet argument. Or, au fur et à mesure que son pouvoir perdurait et montrait de l'usure, certaines structures tribales se sont détournées de Saleh.

Ainsi, il y a eu deux mobilisations en parallèle contre le régime de Saleh. D'un côté, un mouvement de masse, non armé, majoritairement jeune, misant sur les rassemblements publics et les manifestations, dans les centres urbains. Une mobilisation à laquelle le pouvoir tentait d'ailleurs de répondre par des contre-manifestations de partisans du Congrès général du peuple (parti au pouvoir). Mais ces dernières restaient nettement plus petites que les manifestations de l'opposition, soutenues par le parti Islah, le Parti socialiste (anciennement au pouvoir au Yémen du Sud avant 1990, ex-marxiste-léniniste) et des nationalistes arabes nasséristes. De l'autre côté, dans les zones rurales et montagnardes, les tribus entrées en « dissidence » mobilisaient des combattants armés contre le régime, venant parfois rejoindre les manifestants en ville. Mais les uns se méfiaient nettement des autres.

Le 3 juin 2011, le président Saleh est blessé dans son palais présidentiel, probablement par une bombe placée à l'intérieur (alors que des premières théories avaient porté sur des obus lancés sur le palais par les combattants de tribus, entrés fin mai à Sanaa). Depuis, il est soigné en Arabie saoudite, mais il a à plusieurs reprises annoncé son retour que l'opposition refuse fermement. Le 16 juillet, les forces de l'opposition ont annoncé avoir créé un Conseil de transition pour mettre sur pied une alternative au pouvoir de Saleh.

Berthold du Ryon



Yémen, 25 juillet 2011. Manifestation contre le président Saleh. (REUTERS/KHALED ABDULLAH ALI AL MAHDI)



# Processus révolutionnaires et émancipation des femmes

La réussite des processus révolutionnaires dans les pays arabes dépend en partie de la place des femmes dans ces révolutions, victimes au moins autant que les hommes de la répression policière, participant activement aux mobilisations et aux grèves.



Tunis, 29 janvier 2011. Manifestation pour l'égalité des droits entre les femmes et les hommes. (REUTERS/LOUAFI LARBI)

Les espoirs soulevés par les processus révolutionnaires en cours dans différents pays arabes sont immenses. Des peuples longtemps soumis à des dictatures policières décident de prendre leur vie en main et mènent aujourd'hui des luttes acharnées pour s'émanciper. Mais ces processus ne pourront pas aboutir, c'est-à-dire que leur visée émancipatrice ne sera pas atteinte, si les femmes, la moitié de la société, demeurent sous l'oppression patriarcale. La place des femmes est donc un indicateur des espoirs que l'on peut avoir dans ces processus.

Depuis les germes des révolutions en cours, soit depuis les différentes vagues de révoltes qui ont soulevé l'Égypte en 2007-2008, les bassins miniers marocain et tunisien en 2008, les femmes ont apporté leur pierre à ces édifices révolutionnaires. Ainsi, en Égypte, elles ont été les initiatrices des mouvements de grève dans les usines de textile à Mahalla fin 2007 et début 2008, s'inscrivant dans un contexte de mobilisations sociales fortes dans plusieurs secteurs : cimenteries, élevages de volailles, secteur minier, transports publics, santé, et surtout industrie textile. Les grèves étaient bien sûr illégales. Mais refusant les baisses de salaires et la suppression des primes de fin d'année, les ouvriers commençaient à se rassembler régulièrement sur la place centrale de la ville pour protester. Mais la production s'arrêta totalement quand les 3 000 ouvrières quittèrent leur poste et allèrent rejoindre leurs collègues hommes aux cris de : « Où sont les hommes ? Voici les femmes ! » C'est ainsi qu'elles entraînent les hommes dans la grève, les manifestations, les occupations, jusqu'à avoir gain de cause.

De même, en Tunisie en 2008, durant la révolte du bassin minier, les femmes ont organisé des marches, des sit-in et des rassemblements, pour dénoncer la répression policière. Et depuis le début des processus révolutionnaires, des femmes ont occupé leur lieu de travail, mené des grèves, des manifestations, des sit-in, pour défendre leurs droits en tant que travailleuses. C'était encore le cas à Mahalla et dans d'autres villes d'Égypte, c'était aussi le cas notamment dans

les secteurs du textile et de la grande distribution en Tunisie. À Bahreïn, des femmes ont participé à l'occupation de la place de la Perle, dans la capitale du royaume, pour réclamer le changement. Zainab Al-Khawaja, qui a entamé une grève de la faim après les violences subies par son père, son mari et son beau-frère et leur arrestation, est devenue une des leaders des protestations bahreïnes. Et lorsque le président yéménite a osé dénoncer la mixité illégale dans les manifestations, des manifestantes ont porté plainte contre lui pour diffamation et n'ont évidemment pas déserté les rues.

## ÉGALES... DANS LA RÉPRESSION

Mais malgré leur détermination, les femmes qui se sont mobilisées depuis plusieurs mois ont aussi payé au prix fort leur aspiration à la liberté et à la dignité. Ainsi, en Égypte, l'armée s'est livrée à des examens de virginité sur les manifestantes arrêtées. De nombreux viols ont été enregistrés, dont celui d'un journaliste sud-africain. À Tripoli, Iman al-Obeidi a révélé avoir été violée par une quinzaine de militants pro-Kadhafi. Au Yémen, une femme a été détenue pendant 48 heures pour avoir osé conduire seule la nuit. Et partout dans les pays de la région, manifestation a rimé avec agressions des manifestantes et atteintes à leur dignité. En janvier 2011 en Tunisie, plusieurs femmes ont été violées - notamment à Kasserine - par des policiers et des miliciens du RCD. En mars 2011, les blogueuses tunisiennes dénonçaient le déchaînement de violence contre des manifestantes pacifiques dans les termes suivants : « On voulait la parité pour les élections. Finalement, on ne l'a réellement obtenue que dans la violence policière à notre égard ! »

Les organisations féministes se sont rapidement saisies de toutes ces questions, enquêtant sur les viols et violences de toutes sortes faites aux femmes. Et elles sont seules à assurer ces enquêtes. En Tunisie, aucune enquête officielle n'a été ouverte concernant les viols dénoncés par les populations de plusieurs villes. L'Association tunisienne des femmes démocrates (ATFD) se retrouve seule à sillonner le pays depuis plusieurs

mois pour recueillir les témoignages des femmes victimes de violence et de leurs proches et pour les accompagner dans leurs démarches juridiques.

Mais les organisations féministes doivent aujourd'hui se battre sur d'autres terrains aussi : en Tunisie encore, où le statut des femmes est le plus avancé de tous les pays arabes, il faut lutter pour préserver les droits garantis par le code du statut personnel. Certains partis de gauche affichent leur attachement à ce code et ont réussi, avec les associations féministes et des droits de l'homme, à faire voter par la haute instance un article de la loi électorale imposant la parité dans les listes électorales. Mais les manques criants dans ce même code sont aussi dénoncés. Car si les femmes tunisiennes ont obtenu depuis 1956 l'interdiction de la polygamie, le droit au divorce, le droit de vote, et en 1961, le droit à l'avortement, bien avant plusieurs pays européens, la séparation entre la religion et la politique n'est toujours pas acquise, l'inégalité dans l'héritage persiste, la transmission de la nationalité est toujours soumise à l'accord du père, et le non-remboursement de la contraception et des actes d'IVG rend ces droits réservés en pratique aux classes privilégiées. Sans parler des discriminations à l'embauche, l'inégalité des salaires, ni du harcèlement croissant qu'elles subissent dans les sphères publique et privée.

Des manifestations et campagnes pour les droits des femmes, pour l'égalité femmes-hommes, contre toute remise en question des droits des femmes tunisiennes sont ainsi régulièrement organisées mais ne mobilisent pas au-delà des milieux militants classiques. Car si l'auto-organisation est faible dans le mouvement ouvrier, elle est quasi inexistante dans le mouvement féministe. Dans les autres pays arabes, le combat pour l'émancipation part de beaucoup plus loin. Ainsi en Algérie, les femmes sont légalement des mineures à vie, passant de l'autorité du

père à celle du mari. Et les violences qu'elles subissent ne trouvent pas de réaction réelle de la part des autorités. Les viols collectifs et actes de torture ont été subis par les femmes de la ville de Hassi Messaoud il y a dix ans, auxquels l'imam de la ville avait appelé, pour l'unique raison que ces femmes étaient indépendantes, vivaient de leur travail salarié et n'avaient pas besoin d'hommes pour les entretenir. Ces actes ont été ignorés par le gouvernement et les victimes n'ont toujours pas obtenu de réparations. La plupart des coupables sont toujours en liberté et l'imam en question a même eu une promotion. Ce sont les victimes qui vivent encore dans la honte !

En Égypte, c'est la question de l'excision qui semble être la plus urgente, puisque la quasi-totalité des petites filles subit cette mutilation génitale, malgré l'existence d'une loi l'interdisant. Sur le harcèlement sexuel, une enquête menée en 2008 révèle que 83% des Égyptiennes et 98% des femmes étrangères en sont victimes. 63% des hommes reconnaissent en être coupables ! Et dans plusieurs pays, comme le Yémen, les petites filles peuvent être mariées dès l'âge de 9 ans, malgré l'existence d'une loi fixant l'âge minimum de mariage à 17 ans.

## INDISPENSABLES À LA RÉUSSITE DU MOUVEMENT

L'atmosphère révolutionnaire favorise habituellement l'irruption des femmes sur le terrain politique, à la fois parce qu'elles ont beaucoup à gagner à une remise en cause des rapports de domination existants, mais également pour une raison très pragmatique : les classes exploitées ressentent le besoin d'unir toutes les forces disponibles pour bouleverser la société. Malheureusement, cette situation connaît souvent une fin assez brutale dès que les rapports sociaux se stabilisent de nouveau. Alors, les femmes sont souvent parmi les premières à subir les effets de

la contre-révolution. L'exemple de la contre-révolution stalinienne en Russie est édifiant à cet égard. Pour l'instant, dans les pays arabes en lutte, les rapports de domination demeurent globalement les mêmes. En plus, quelles que soient les lois, dans les institutions et les sphères de décision, les femmes sont extrêmement peu présentes voire totalement absentes. Par exemple, seules trois femmes participent au gouvernement provisoire tunisien, avec des ministères qui les maintiennent dans leur rôle traditionnel : ministère de la Famille, de la Santé et un secrétariat d'État. En Égypte, les femmes ont été

totalement exclues de la commission de modification de la Constitution, commission présidée par un membre des Frères musulmans. Mais y compris dans la direction du mouvement ouvrier (syndicats, partis politiques, etc.), les femmes sont très peu présentes.

De plus, on ne voit pas encore émerger à la base un mouvement autonome autour de ces questions spécifiques. L'émancipation des femmes n'est pas un mot d'ordre visible parmi les revendications des révolutionnaires. Et partout où les femmes se mobilisent, le discours est le même : « nous avons les mêmes revendications que les hommes ». Ce qui est légitime dans un moment où toutes luttent contre des dictatures ou leurs restes.

Cela laisse finalement peu de place à l'émergence d'un mouvement autonome de femmes sur des revendications spécifiques. Et les mouvements féministes ne sont pas encore ancrés dans les couches populaires. C'est une élite intellectuelle, souvent petite bourgeoise, qui s'organise et lutte contre l'oppression spécifique des femmes. Si ce clivage de classe n'a rien de spécifique à la région arabe, le défi pour ces organisations est de se joindre aux classes populaires et participer avec elles à la construction de ce mouvement autonome.

L'avenir de chacun des processus révolutionnaires dans les pays arabes dépendra sans doute en partie de la place que prendront ces mouvements de femmes. Dans les pays où celles-ci ne travaillent pas ou peu dans la sphère marchande et restent confinées dans la sphère familiale, la lutte pour l'émancipation sera beaucoup plus compliquée, car les pouvoirs qui émergeront des processus révolutionnaires en cours pourraient rapidement les ramener à leur rôle habituel, celui de femmes au foyer. En revanche, dans les pays où les femmes, par leur travail salarié, ont une certaine indépendance et ne participent pas seulement aux luttes en tant que mères ou épouses, mais aussi en tant que travailleuses, leur place dans le mouvement ouvrier et donc dans le processus révolutionnaire est plus importante. Et malgré les tentatives de récupération de la part d'organisations réactionnaires, elles ne se feront pas aussi facilement confisquer leur révolution. C'est donc dans ces pays, à la condition que s'enracine dans les couches populaires un véritable mouvement autonome des femmes posant les problèmes des rapports de domination patriarcale et de revendications propres, que le combat pour l'émancipation pourra avancer dans les prochains mois.

Wafa Guiga

Pour l'instant, dans les pays arabes en lutte, les rapports de domination demeurent globalement les mêmes.

**TOUT est à nous !**  
hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste  
Rédaction : 01 48 70 42 27  
Diffusion : 01 48 70 42 31  
Administration : 01 48 70 42 28  
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex  
Mail : [redaction@npa2009.org](mailto:redaction@npa2009.org)  
Numéro ISSN : 1969-8178  
Commission paritaire : 0414 P 11508  
Tirage : 6 500 exemplaires  
Société éditrice : Nouvelle Société de presse,

d'audiovisuel et de communication (NSPAC)  
SARL au capital de 3500 euros (durée 60 ans)  
Gérant et directeur de publication :  
François Coustal  
Impression :  
Rotographie, Montreuil-sous-Bois  
Tél. : 01 48 70 42 22  
Fax : 01 48 59 23 28  
mail : [rotoimp@wanadoo.fr](mailto:rotoimp@wanadoo.fr)

IMPRIM'VERT®